

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES CLAUSES D'INSAISSABILITÉ

DANS LES ACTES ENTRE VIFS
ET DANS LES TESTAMENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 10 Décembre 1907, à 2 heures 1/2,

PAR

Charles DANTARE

Président : M. AMBROISE COLIN.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, professeur.
BARTIN, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES CLAUSES D'INSAISSABILITÉ

DANS LES ACTES ENTRE VIFS
ET DANS LES TESTAMENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 10 Décembre 1907, à 2 heures 1/2,

PAR

Charles **DANTARE**

Président: M. AMBROISE COLIN.

*Suffragants: { MM. MASSIGLI, professeur.
BARTIN, professeur.*

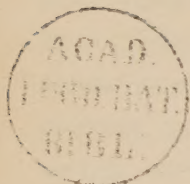
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES CLAUSES

D'INSAISSABILITÉ DANS LES ACTES ENTRE VIFS

ET DANS LES TESTAMENTS

INTRODUCTION

D'après l'article 2092 du Code civil, quiconque s'est obligé personnellement est tenu de tenir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers présents et à venir. Cet article établit ainsi au profit des créanciers un droit portant sur le patrimoine entier du débiteur et appelé droit de gage général. Il signifie, d'une manière évidente, que, dans notre droit, l'exécution ne peut porter que sur les biens, et non sur la personne.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Dans les siècles primitifs, l'exécution sur la personne est seule connue : le débiteur insolvable est mis à mort ou réduit en esclavage. Mais, à mesure que la civilisation progresse, les sociétés ont vite passé de l'exécution sur la personne à l'exécution sur les biens, et ainsi s'est opérée une évolution qui, tout en prenant souci de la dignité humaine, n'a pas sacrifié les intérêts des créanciers.

Le principe que le patrimoine seul, et non la personne du débiteur, doit répondre des dettes contractées par ce dernier n'a pas cessé d'être appliqué depuis la législation romaine. Un moment réduite aux biens mobiliers du débiteur, l'exécution sur le patrimoine a paru de bonne heure le moyen le plus efficace pour permettre aux créanciers d'obtenir satisfaction ; c'est elle que seul le Code civil a autorisée en principe. La contrainte par corps ne joue plus qu'un rôle secondaire, depuis que la loi du 22 janvier 1867 est venue la supprimer en matière civile et commerciale.

Le gage général établi par l'article 2092 n'offre aucun rapport avec le nantissement des objets mobiliers. Le patrimoine qui garantit l'exécution des obligations du débiteur n'est nullement soustrait à son propriétaire. Celui-ci conserve sur les biens qui le composent ses pouvoirs d'administration, de jouissance et de disposition ; seulement, si, à l'échéance, la dette reste impayée, des procédures spéciales seront offertes au créancier en vue de permettre à celui-ci de poursuivre la vente des biens qui répondent du paiement de la dette contractée par le débiteur et de s'en faire attribuer le prix.

Le droit de gage n'est pas la seule garantie créée par la loi au profit des créanciers. Ceux-ci trouvent d'autres sanctions dans les articles 1166 et 1167 du Code civil. Ils peuvent d'abord, si leur débiteur se montre négligent, exercer à sa place les droits et actions qu'il oublie de faire valoir. Ils ont en outre la ressource de l'action pau-

lienne pour faire annuler les actes qui tendent à diminuer frauduleusement leur droit de gage général.

Ce droit de gage général diffère, à plusieurs égards, du nantissement des objets mobiliers qui constitue une sûreté générale. Non seulement il ne soustrait pas au débiteur la possession de ses biens, mais il porte à la fois sur les biens présents et sur les biens à venir du débiteur. Quel que soit le moment auquel des richesses nouvelles entrent dans le patrimoine du débiteur, elles sont immédiatement frappées par le droit de gage des créanciers, qui plane sur l'ensemble des éléments composant l'actif de l'obligé. Le gage spécial ne porte jamais, au contraire, que sur l'objet qui a été fourni en garantie au créancier.

Le droit de gage général se présente dans notre législation sous un aspect différent de celui qu'il offrait autrefois, et qui a été conservé dans certains pays. Jadis, les créanciers dont le titre était sous seings privés étaient dépourvus d'un gage général ; c'était uniquement ceux dont le titre était constaté par un acte authentique qui bénéficiaient de l'hypothèque portant sur tous les biens immobiliers du débiteur. Le Code civil Espagnol a conservé le souvenir de ce droit de préférence accordé à certains créanciers ; il appartient, d'après l'article 1924 de ce code, aux créances contenues dans un acte public. Le législateur de 1804 a répudié, au contraire, toute inégalité entre les créanciers, à moins de convention différente. Il est parti de cette idée que tous les créanciers possèdent

un droit identique, car tous ont acquis, quelle que soit l'époque à laquelle leur créance est née, un droit à l'exécution portant sur le patrimoine entier du débiteur. Par conséquent, si l'actif de l'obligé ne suffit pas à les désintéresser tous, ils doivent subir une réduction proportionnelle et se partager au marc le franc les biens possédés par le débiteur. Tel est le principe du droit de gage général des créanciers, principe grâce auquel l'homme ne peut pas se dérober aux conséquences de l'engagement contracté, aussi longtemps, du moins, qu'il existe une valeur saisissable dans son patrimoine.

Mais il y a de notables exceptions à la règle posée par la loi dans l'art. 2092. A en croire ce texte, le droit de gage, s'étendant à tous les biens du débiteur, frapperait immédiatement, à mesure de leur acquisition, tous les biens possédés par ce dernier. Donc, chacun de ces biens serait passible d'une saisie, au cas où une réclamation des créanciers n'obtiendrait pas satisfaction. Or, il n'en est rien ; certains des biens du débiteur échappent à l'action des créanciers, soit à raison de la destination que leur donne la loi, soit à raison de leur nature.

La loi, d'abord, met quelquefois obstacle à ce que le créancier puisse réaliser certains biens appartenant au débiteur ; c'est ainsi que les droits d'usage et d'habitation ne peuvent être saisis, parce qu'ils sont attachés exclusivement à une personne déterminée et ne sont pas susceptibles d'être exercés par un autre que leur titulaire. De même, les objets énumérés dans les articles 581,

582 et 592 du Code de procédure civile sont insaisissables pour une raison d'humanité, car ils sont regardés comme indispensables à l'existence du débiteur. On sait aussi que, dans une certaine mesure, les rentes sur l'Etat sont insaisissables, en vertu des lois du 22 floréal an VII et du 8 nivôse an VIII ; mais cette insaisissabilité est comprise par la jurisprudence comme impliquant seulement l'impossibilité de former une opposition sur le registre de la dette publique, sans toutefois apporter obstacle à l'application de l'article 2092 ; par exemple, en cas de faillite du débiteur, le syndic fera vendre, à la requête de la masse des créanciers, les rentes sur l'Etat trouvées par lui dans l'actif de la faillite (1).

Les règles du régime dotal nous fournissent un autre exemple bien connu d'insaisissabilité. Les immeubles dotaux, d'après la loi, et les meubles dotaux, selon la jurisprudence, échappent aux créanciers de la femme : les dettes de celle-ci ne peuvent être poursuivies sur sa dot toutes les fois qu'elles procèdent d'un fait volontaire et licite.

Il est, en outre, des circonstances où le droit de gage général des créanciers est tenu en échec par certains tempéraments. Il en est ainsi quand certains éléments du patrimoine, au lieu de se confondre avec les autres, et de former avec eux un tout indivisible, se séparent du surplus relativement au droit de gage des créanciers et

(1) Cassation, 2 et 16 juillet 1894, D., 94, 1, 497.

constituent, sous ce rapport, une sorte d'universalité indépendante. C'est le cas de l'hérédité acceptée sous bénéfice d'inventaire (art. 802 du Code civil), et la même situation se reproduit lorsque les créanciers du défunt demandent la séparation du patrimoine de ce dernier d'avec celui de l'héritier (art. 878 C. civ.). Ce sont là des hypothèses où l'obligation contractée par l'individu ne se répercute plus sur le patrimoine tout entier; chaque bien cesse d'être affecté indistinctement à n'importe quelle dette.

Par suite de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire, l'héritier possède deux masses de biens : ceux qui lui viennent du défunt, ceux qu'il avait à lui auparavant. Or, tandis que l'héritier pur et simple répond, au même titre, des dettes contractées par le défunt comme des siennes propres, l'héritier bénéficiaire voit sa responsabilité notablement atténuée quant au passif successoral. Une division des biens en deux masses s'établit. L'héritier n'est tenu des dettes de son auteur que sur les biens laissés par ce dernier ; d'autre part, il n'en est tenu que jusqu'à concurrence de l'actif recueilli. Le successible, bien que s'étant obligé à payer les dettes de l'hérédité par son acceptation, a limité son obligation au montant de l'actif héréditaire. Inversement, ses créanciers personnels ne peuvent prétendre que l'actif qui leur était destiné s'est augmenté des biens laissés par le défunt ; leur droit de gage général n'a pu comprendre ces derniers biens dans son empire.

Des conséquences analogues se produisent lorsque les créanciers font cesser, en invoquant l'article 878, la confusion qui s'établit, par suite de l'ouverture d'une succession dévolue à leur débiteur, entre le patrimoine de ce dernier et les biens laissés par le défunt. Le gage des créanciers personnels de l'héritier ne s'étend pas à l'ensemble de ces deux masses : il est cantonné sur les biens personnels de l'héritier. Quant aux créanciers héréditaires, ils ont un droit exclusif sur le patrimoine du défunt ; ils commencent d'abord par se faire payer sur les biens qui le composent et ils conservent ainsi dans leur intégrité, après la mort de leur débiteur, les garanties qu'ils possédaient de son vivant. Toutefois, la jurisprudence française reconnaît, contrairement à la doctrine qui avait prévalu dans le droit romain classique, que, si l'actif du défunt est insuffisant pour payer les dettes non acquittées au jour de sa mort, les créanciers héréditaires possèdent la faculté de se retourner contre le successible et de lui réclamer le surplus de leur créance. La conception française admet donc que la saisine n'est pas effacée, dans les rapports des créanciers séparatistes et de l'héritier, par la séparation des patrimoines.

L'article 216 du Code de commerce nous offre un autre exemple d'une situation où les dettes d'une personne ne peuvent être exécutées que sur une fraction seulement de ses biens. Il résulte de ce texte que ceux qui ont traité avec un capitaine de navire dans les limites de son man-

dat légal, ou qui ont souffert d'un acte préjudiciable commis par lui dans l'exercice de ses fonctions, acquièrent un droit personnel contre le propriétaire du navire; mais leur débiteur a la faculté de se libérer envers eux par l'abandon du navire et du fret, établissant ainsi une ligne de démarcation complète entre sa fortune de mer et sa fortune de terre et mettant celle-ci à l'abri des risques maritimes. Dès lors, le navire et le fret forment une sorte de patrimoine séparé, réservé à une catégorie spéciale de créanciers, et le propriétaire acquiert ainsi la certitude que son patrimoine entier ne sera jamais englouti par l'effet des risques maritimes.

Certaines décisions judiciaires ont cherché à justifier ce privilège de l'armateur en invoquant une sorte d'abandon noxal, qui s'appliquerait au bâtiment et au fret (1). Mais la comparaison n'est nullement justifiée. Le motif qui légitimait jadis l'abandon noxal et la raison qui explique l'article 216 n'offrent aucune analogie. L'abandon noxal était autorisé en droit romain, à raison de l'impossibilité pour une personne en puissance d'obliger le chef de famille. En conséquence, lorsqu'un *alieni juris* avait commis un acte illicite et porté préjudice à autrui, la responsabilité personnelle du chef de famille n'était pas engagée; il se libérait en abandonnant aux créanciers la personne du coupable. C'est là une réminiscence des temps où le régime de la vengeance privée apparaissait

(1) Trib. Seine, 24 mai 1862, Sir., 62, 2, 243.

comme la seule sanction des faits délictueux. La vengeance de la victime pouvait toujours porter sur la personne physique de l'auteur de l'offense, sans avoir à s'inquiéter du point de savoir si le coupable était ou non en puissance. Le chef de famille, ne pouvant s'opposer à la vengeance sans commettre lui-même le délit, était nécessairement tenu de livrer le coupable. A cela se réduisait son obligation principale ; la faculté de verser à l'offensé une somme d'argent à titre d'indemnité était seulement *in facultate solutionis*. Le droit romain ne considérait donc pas l'abandon noxal comme un bénéfice légal, établi au profit d'un débiteur dans le but de permettre à ce dernier de limiter sa responsabilité vis-à-vis de ses créanciers.

Dans notre droit, le gage des créanciers apparaît comme une obligation personnelle du débiteur. Il y a des législations où l'obligation n'engendre pas les mêmes conséquences, ne plane pas sur l'ensemble du patrimoine et grève seulement un bien déterminé du débiteur. C'est ainsi que le Code civil allemand de 1900, reproduisant le système admis par la loi prussienne du 5 mai 1872, connaît, sous le nom de dette foncière, une obligation qui n'est exécutoire que sur un immeuble déterminé et qui respecte le surplus des biens du débiteur. Mais cette dette, qui frappe l'immeuble, le suit en quelques mains qu'il passe, et tout acquéreur de la propriété succède à l'obligation d'en acquitter le montant. Seulement, étant tenu à raison de cette propriété, le débiteur ne peut être

poursuivi que sur le fonds grevé, qui formé un véritable patrimoine spécial, de sorte que « l'obligation réelle substitue l'engagement de la chose à l'engagement de la personne et aboutit à conférer ainsi aux immeubles à ce point de vue une sorte d'entité juridique, comme cela se passait autrefois dans le bail à rente » (1).

Cette institution n'est pas une innovation créée par les jurisconsultes allemands ; notre droit intermédiaire l'a connue : la cédule hypothécaire de la loi du 9 messidor an III procurait à celui qui la détenait, de même qu'au porteur du bon foncier, un droit hypothécaire restreint à un ou plusieurs immeubles spécifiés par son titre ; mais il n'avait aucun recours, même subsidiaire, sur les autres biens du propriétaire de ces immeubles.

Mais, si, à l'étranger, ou dans la période révolutionnaire, il a été possible de contracter des engagements sur un bien déterminé seulement, nous ne trouvons dans nos lois aucune institution analogue. La cédule de la loi de messidor, disparue depuis plus d'un siècle, n'a été qu'un essai infructueux qui n'a pas réussi à modifier notre régime foncier. Il y a bien, à la vérité, dans le Code civil, quelques dispositions, notamment celles des articles 2167 et suivants, qui paraissent prévoir l'hypothèse d'une dette réelle limitée à certains biens, et ne portant pas sur l'ensemble du patrimoine du débiteur. En effet, d'après l'article 2167, le tiers détenteur d'un immeuble

(1) Baudry-Lacantinerie et De Loynes, *Du nantissement des privilèges et des hypothèques*, Introduction, p. 55.

hypothéqué se trouve, faute de recourir aux formalités de la purge, obligé, comme détenteur, à toutes les dettes hypothécaires. L'article 2168 ajoute même qu'il est tenu de payer tous les intérêts et capitaux exigibles, à quelque somme qu'ils puissent monter, ou de délaisser l'immeuble hypothéqué ; sinon (art. 2169), l'immeuble sera vendu et saisi. On croirait, à la lecture de ces textes, qu'il s'agit d'un débiteur *propter rem* et que sa situation est de tous points comparable à celle d'un débiteur foncier ou du souscripteur d'une cédule hypothécaire. Il n'en est rien cependant. Il ne faut pas s'attacher à la terminologie employée par le Code, le tiers détenteur n'est pas un débiteur ; on ne trouve pas entre lui et le créancier l'existence du lien qui caractérise la dette. Sans doute, le tiers détenteur est tenu de délaisser ; mais ce n'est pas qu'il se soit engagé vis-à-vis du créancier hypothécaire, c'est à raison du droit de suite qui est attaché à sa sûreté que le créancier a le droit de le poursuivre ; le créancier hypothécaire possède sur l'immeuble un droit dont l'exercice ne saurait être paralysé par aucun autre. L'acquéreur de l'immeuble hypothéqué dispose, d'ailleurs, de moyens légaux pour dégrever le bien qu'il a acheté ; il maintiendra intact son droit de propriété soit en payant le créancier hypothécaire, car alors l'hypothèque disparaît avec la créance dont elle formait l'accessoire, soit en recourant au procédé de la purge, qui détruit les sûretés hypothécaires, même contre le gré du créancier à qui elles avaient été consenties. Le tiers

détenteur est si peu obligé personnel qu'il est autorisé à user contre le créancier hypothécaire d'un moyen qui constitue une atteinte certaine aux droits de ce dernier.

D'autre part, si l'acquéreur se résout au paiement, rien ne saurait l'y contraindre, et il l'accomplit si peu en qualité de débiteur que l'article 2178 lui concède expressément un recours en garantie contre son vendeur. Par conséquent, la situation du tiers détenteur n'est pas, comme celle qui résulte du bénéfice d'inventaire, de la séparation des patrimoines ou de la faculté d'abandon prévue par l'article 216 du Code de commerce, une atténuation de l'effet des obligations sur le patrimoine du débiteur.

Il reste maintenant à examiner si la limitation du gage ne serait pas possible en dehors de toute disposition légale et en vertu seulement d'une convention. Il est certain, d'abord, que le débiteur ne peut pas, d'une manière générale, restreindre, par un acte unilatéral de sa volonté, les conséquences des engagements qu'il assume à quelques-uns seulement de ses biens. C'est dans des hypothèses tout exceptionnelles que la loi lui réserve cette faculté. C'est ainsi que, par l'adoption du régime dotal, la femme a la possibilité de soustraire sa dot, dans une certaine mesure, aux conséquences des obligations qu'elle assume au cours du mariage. De même, les personnes qui entrent dans une société par actions ne sont pas indéfiniment obligées aux dettes sociales ; leur engagement se restreint au montant de l'apport qu'ils ont

effectué à la société et qui est constaté par la remise du titre établissant leur qualité d'actionnaire. Mais la limitation de la responsabilité contractuelle de la femme dotale, l'obligation restreinte de l'actionnaire sont portées à la connaissance des tiers par une publicité, et par là sont rendus impossibles les actes frauduleux par lesquels serait induite en erreur la bonne foi d'un contractant. On ne peut aller plus loin ; et il ne saurait dépendre de la volonté du débiteur d'imprimer à ses biens un caractère d'insaisissabilité ; les débiteurs y trouveraient un moyen trop facile de manquer à leur parole et d'éluder les suites de l'engagement assumé. Les tribunaux sont fixés à cet égard ; ils se sont constamment opposés à toute tentative du débiteur en vue de rendre insaisissable une fraction de son patrimoine. Il est arrivé, par exemple, qu'une personne, aliénant ses biens à charge de rente viagère, stipulait en même temps l'insaisissabilité de cette rente. Ultérieurement, le créancier prétendait invoquer cette clause pour faire tomber les actes d'exécution accomplis par ses créanciers. La Cour de Rouen a admis cette prétention sous prétexte que la rente viagère avait un caractère alimentaire (1) ; mais des décisions plus récentes l'ont formellement condamnée (2). Au surplus, la solution précédente peut s'ap-

(1) Arrêt du 30 août 1823, Dalloz, *Répertoire*, verbo « Chose jugée », n° 155.

(2) Chambéry, 8 mars 1862, S., 62, 2, 529 ; Rouen, 28 avril 1868, S., 69, 2, 87.

payer sur l'article 1908, aux termes duquel la rente viagère ne peut être stipulée insaisissable que si elle a été constituée à titre gratuit.

Donc, en principe, en dehors d'une exception inscrite dans la loi, la règle est que le débiteur ne saurait soustraire ses biens, par un acte de sa seule volonté, à l'action de ses créanciers. La résistance des tribunaux à l'admission des clauses d'insaisissabilité se comprend. Elle est fondée sur les mêmes motifs que ceux qui s'opposent à la reconnaissance des conventions d'inaliénabilité. L'inaliénabilité, en retenant les biens dans des mains inexpérimentées où ils dépériront, les empêche de parvenir à celui qui est plus apte à en tirer le meilleur parti économique ; elle maintient la fortune en la possession d'un individu qui est incapable d'en tirer parti ; elle apporte un obstacle à la circulation des richesses et ainsi se trouve compromise la prospérité nationale, qui dépend de l'activité de tous les citoyens pour conquérir le bien-être.

De plus, l'inaliénabilité constitue une gêne évidente pour le propriétaire, à qui elle enlève une de ses prérogatives, le droit de disposer. La clause peut aller à l'encontre des intérêts du titulaire de la propriété ; s'il a besoin d'argent et qu'il ne possède que des immeubles, il ne pourra profiter d'une bonne occasion de vendre, alors que sa situation pécuniaire lui commanderait de prendre ce parti.

Il y a plus : c'est la liberté même du propriétaire qui est entravée par la clause d'inaliénabilité. Il ne peut se

déplacer comme il le désirerait, car il est obligé de rester au lieu de la situation des biens pour en surveiller ou diriger l'exploitation, alors qu'une transformation des éléments de son patrimoine lui permettrait, au contraire, de se fixer à l'endroit où l'appellent ses intérêts.

Ce n'est pas seulement au propriétaire que nuit l'inaliénabilité, elle lèse gravement les droits des tiers ; elle peut aboutir à des conséquences funestes pour le crédit, surtout quand elle est occulte. On s'en est aperçu sous le Code civil, à propos de l'inaliénabilité dotale, avant la loi du 10 juillet 1850. Les tiers acquéreurs qui contractaient avec une femme dotale n'avaient aucune sécurité ; si celle-ci leur avait faussement déclaré que son incapacité de femme mariée n'était pas aggravée par le régime matrimonial, les immeubles dotaux acquis par eux pouvaient être l'objet d'une action en revendication, que la femme exerçait en vertu de son contrat. Or, rien n'est plus grave que d'exposer les tiers à souffrir de conventions auxquelles ils n'ont pas participé. L'inaliénabilité conventionnelle présente le grave défaut d'être clandestine : si les tiers négligent de se faire représenter le titre de leur auteur, et de vérifier si les biens ont été rendus inaliénables, ils sont exposés à se voir brutalement dépouillés de biens régulièrement acquis et dont le prix a peut-être été intégralement payé.

L'inaliénabilité apparaît donc comme de nature à entraver les transactions, qui ne s'accomplissent plus avec sécurité, puisque chaque acquéreur peut un jour se voir

opposer une clause d'inaliénabilité qui lui avait peut-être été artificieusement dissimulée.

L'insaisissabilité ne se présente pas sous un jour plus favorable. Elle est aussi de nature à préjudicier gravement aux droits des créanciers. Sans doute, elle n'immobilise pas les biens comme l'inaliénabilité, mais, quand elle n'est entourée d'aucune publicité, elle constitue une atteinte manifeste au droit de gage général qui plane sur l'ensemble des biens du débiteur. Les créanciers subissent assurément un préjudice du fait des cas d'insaisissabilité légale ; ainsi, les objets nécessaires au coucher du saisi, ses instruments de travail ne peuvent pas être compris dans une poursuite. Mais les créanciers étaient fixés à cet égard, ils savaient qu'en vertu d'un texte, l'article 592, ils ne devaient pas compter, pour être payés, sur les objets de cette nature. *Nemo censetur ignorare legem*. La situation est bien différente, en face d'une clause conventionnelle d'insaisissabilité. Aucun moyen ne leur était offert de connaître l'obstacle qu'ils rencontreraient à l'exercice de leurs droits ; on pourrait, à la rigueur, objecter qu'ils auraient pu se renseigner sur la manière dont les biens avaient été acquis par leur débiteur et s'enquérir des dispositions contenues dans ses titres de propriété. Mais ce n'est pas là l'habitude courante : il ne vient à l'esprit d'aucun créancier, en contractant avec son débiteur, de s'enquérir des modalités qui peuvent paralyser la plénitude de sa propriété.

Par conséquent, l'insaisissabilité comme l'inaliénabi-

lité conventionnelles ont le défaut d'introduire dans la vie pratique une cause permanente de défiance ; elles constituent un obstacle au développement des affaires et à l'essor du crédit. L'expérience est faite, d'ailleurs, depuis longtemps. Sous l'empire du Code civil, les femmes mariées avaient beaucoup de peine à trouver du crédit : les bailleurs de fonds étaient hypnotisés par la crainte de l'inaliénabilité de la dot et personne ne se risquait à avancer des fonds dans ces conditions. C'est ainsi qu'on s'explique l'hostilité générale du législateur pour l'inaliénabilité comme pour l'insaisissabilité.

Sans doute le législateur ne va pas jusqu'à fermer à l'insaisissabilité l'accès de nos codes ; les idées humanitaires expliquent qu'une certaine place lui ait été accordée dans nos lois, et l'on peut même dire que, à l'époque contemporaine, la liste des objets insaisissables a une tendance à s'accroître. On sait, en effet, qu'il existe actuellement une proposition tendant à introduire chez nous une institution américaine, le « homestead ». Mais, quelle que soit l'importance du mouvement législatif qui se dessine dans cette direction, il n'en résulte pas moins que l'insaisissabilité dont il s'agit dérive de la loi et non d'une convention ; ce n'est plus l'individu qui prend l'initiative de semblables mesures. D'ailleurs, les propositions récentes, qui tendent à élargir le cercle de l'insaisissabilité, n'admettent pas que celle-ci puisse être stipulée sans une publicité suffisante pour renseigner les tiers. C'est ainsi que le projet relatif à l'introduction du

« homestead » en France décide que l'insaisissabilité ne pourra résulter que d'une déclaration faite par le chef de famille au greffe du tribunal de la situation des biens, où les tiers pourront en prendre librement connaissance.

Les lois de la dernière époque témoignent, d'ailleurs, de l'intention du législateur de développer sans cesse les instruments de crédit. Les lois du 18 juillet 1898 et du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles, celle du 1^{er} mars 1898 sur la mise en gage des fonds de commerce démontrent que le législateur, bien loin d'encourager l'insaisissabilité, s'efforce de multiplier, pour le propriétaire, la variété des moyens de crédit, en lui permettant d'utiliser dans ce but les récoltes et les fonds de commerce, qui, pendant de longues années, avaient été considérés comme incompatibles avec la constitution en gage.

La tendance moderne, qui répudie toutes les clauses de nature à paralyser la liberté des transactions, est même antérieure au XIX^e siècle. On sait que, sous la Révolution, la loi du 9 messidor an III remédiait à la lenteur des transmissions d'immeubles, en les représentant par des titres mobiliers qui circulaient de mains en mains aussi rapidement qu'un effet de commerce, emportant translation de la propriété et répondant à l'idée de mobilisation du sol.

En face de ce mouvement législatif, comment expliquer qu'il se rencontre une jurisprudence qui, depuis plus d'un demi-siècle, reconnaît comme licites, dans la plupart des cas où elles surgissent, les clauses d'inalién-

nabilité et d'insaisissabilité ? C'est ainsi que la jurisprudence interprète l'article 581 du Code de procédure de la manière la plus large et se trouve amenée à valider des conventions qui sont certainement contraires à la loi.

Dans son § 3, l'article 581 permet à un donateur ou à un testateur de déclarer insaisissables les objets mobiliers par lui donnés ou légués. L'article 582 ajoute que les objets mentionnés au n° 3 du précédent article pourront être saisis par des créanciers postérieurs à l'acte de donation ou à l'ouverture du legs, et ce en vertu de la permission du juge et pour la portion qu'il déterminera. Ces textes constituent une dérogation notable au droit commun. En principe, un créancier qui a traité dans les conditions du droit commun a pour gage tous les biens du débiteur, sans excepter ceux qu'il a recueillis en vertu d'une disposition à titre gratuit. Il n'y a donc pas lieu de tirer argument des dispositions ci-dessus rapportées pour en induire un principe de droit commun qui aurait pour résultat de valider les clauses d'insaisissabilité jointes à des libéralités portant sur des immeubles. On doit toujours considérer que tout manquement à la parole promise au créancier est un acte qui peut engendrer des conséquences fâcheuses. Le créancier ne pouvant, à l'échéance, recouvrer ce qui lui est dû, peut être placé lui-même dans l'impossibilité de faire honneur à sa propre parole : de là des répercussions malheureuses et lointaines et une gêne pesant sur le mouvement des affaires et sur l'importance des transactions, du moment

que tous ceux qui jouent le rôle de créanciers craignent d'être dépouillés de leurs droits les plus certains.

Cependant, un grand nombre d'auteurs admettent, avec la jurisprudence, que les clauses d'insaisissabilité sont licites, aussi bien en matière immobilière qu'en matière mobilière (sauf, dans ce dernier cas, l'éventualité de leur inefficacité par suite de l'application de l'article 2279). En fait, les clauses d'insaisissabilité ne sont pas moins fréquentes dans les actes à titre onéreux que dans les actes à titre gratuit. Mais c'est surtout dans les libéralités que leur domaine d'application s'exerce en pratique. La clause d'insaisissabilité apparaît alors comme destinée à réaliser un sentiment égoïste ; elle ne vise que l'intérêt de celui qui acquiert le bien. Au contraire, une idée altruiste conduirait à condamner toute convention de nature à porter atteinte à la liberté des conventions ; car le crédit vit de la confiance, et la confiance que les créanciers ont manifestée à leurs débiteurs est injustement trompée, toutes les fois que, voulant réaliser leur gage, ils sont arrêtés par une cause venant restreindre leur droit d'action.

Dans cette étude, nous nous attacherons à déterminer le caractère juridique de l'insaisissabilité, à rechercher si elle doit être reconnue valable, et, dans le cas de l'affirmative, à indiquer ses effets et la sanction dont elle peut être l'objet.

CHAPITRE PREMIER

CARACTÈRES JURIDIQUES DE L'INSAISSABILITÉ COMPARAISON AVEC L'INALIÉNABILITÉ

Une étude de l'insaisissabilité ne peut être rationnellement entreprise, si l'on ne recherche pas, au préalable, quel est son caractère juridique. D'autre part, il convient de distinguer l'insaisissabilité de l'inaliénabilité et de montrer qu'il n'existe pas de rapports nécessaires entre ces deux modalités des actes juridiques.

SECTION I. — Caractères juridiques de l'insaisissabilité.

Lorsque l'on dit qu'un bien est inaliénable ou insaisissable, il y a deux manières différentes de se rendre compte de cette particularité. C'est peut-être le bien considéré qui, pour une raison quelconque, se trouve placé en dehors du domaine des transactions et retiré du champ d'application des contrats. Ou bien, c'est le propriétaire du bien qui est atteint dans son individualité, qui est frappé d'une sorte d'incapacité d'aliéner ou de

s'obliger ; et, si les biens sont immobilisés, cette circonstance ne tient pas à leur nature intrinsèque ; elle provient d'un défaut de capacité chez leur propriétaire, qui est impuissant à accomplir à leur égard un acte de disposition.

Si l'on considère l'inaliénabilité et l'insaisissabilité comme fondées sur l'indisponibilité, on les range dans le statut réel. Si, au contraire, on les rattache à une notion d'incapacité, c'est au statut personnel qu'elles doivent logiquement appartenir. A laquelle des deux conceptions convient-il de se rallier ? Il semble que l'idée d'incapacité doive de préférence être admise. On ne s'explique pas comment un bien peut être inaliénable ou insaisissable en soi : les choses n'ont pas de qualités internes susceptibles d'entrer en ligne de compte dans les rapports juridiques ; les individus n'ont pas de droits à faire valoir contre elles considérées isolément ; les droits que nous exerçons sur les choses n'existent que dans nos rapports avec les tiers. Affirmer que l'inaliénabilité ou l'insaisissabilité dérivent du caractère même du bien, qui est soustrait aux relations commerciales, c'est présenter une explication qui ne justifie rien. L'inaliénabilité et l'insaisissabilité ne se reconnaissent pas, d'ailleurs, à des signes extérieurs qui permettraient de distinguer les biens rentrant dans le gage général des créanciers et ceux qui n'ont pas cette qualité. Tous les éléments du patrimoine se présentent extérieurement de la même manière, et ils ne portent pas en eux le signe de

la modalité qui les place en dehors du champ des transactions.

On dit, il est vrai, que l'inaliénabilité et l'insaisissabilité sont des charges réelles. Mais de quelles charges s'agit-il ? On ne songe pas évidemment aux servitudes prédiales, puisqu'on ne rencontre pas de fonds dominant au profit duquel la charge s'exerce. Il n'y a pas davantage de servitude personnelle dans cette hypothèse, attendu que le stipulant n'a retenu par devers lui aucun démembrement de la propriété et s'est contenté de frapper les biens d'indisponibilité dans le patrimoine de son ayant cause. Finalement, la thèse de l'indisponibilité ne nous fournit aucun éclaircissement et ne dissipe nullement l'obscurité qui règne sur ces prétendues qualités objectives des biens, qui seraient l'inaliénabilité et l'insaisissabilité.

La thèse de l'indisponibilité a cependant été reprise dans ces dernières années avec une grande énergie d'argumentation pour expliquer l'inaliénabilité dotale. Dans un article de la *Revue Critique* (1), M. Mongin soutient que ce ne sont pas les biens, mais le droit d'aliéner lui-même, qui, en vertu d'une convention d'inaliénabilité ou d'insaisissabilité, est placé hors du commerce. « L'idée exacte, à notre avis, écrit-il, c'est que le droit d'aliéner est retiré momentanément du patrimoine ; la femme dotale n'a plus dans sa fortune, pendant le mariage, qu'une

(1) Année 1886, p. 92 et 93.

propriété démembrée, privée de l'une de ses prérogatives ordinaires, le droit de disposition. Son droit lui est restitué seulement dans des circonstances exceptionnelles où l'aliénation est permise. Par là on voit apparaître d'une manière bien nette l'antagonisme entre les deux théories : dans l'une, le droit d'aliéner reste intact, son exercice seul est paralysé par l'incapacité de la femme ; dans l'autre, le droit est supprimé, le patrimoine ne comprend plus qu'une propriété mutilée. »

Ainsi comprise, la thèse de l'indisponibilité devient plus intelligible, elle n'apparaît plus comme se rattachant objectivement aux choses ; elle est seulement une modalité de leur propriété et, dès lors, elle repose sur un fondement juridique. Cependant, malgré sa supériorité sur la précédente, cette explication ne satisfait pas pleinement l'esprit. En fait, dans la plupart des cas, la clause d'inaliénabilité aboutit à paralyser purement et simplement le droit de disposer qui appartient au propriétaire et, dès lors, la propriété est elle-même atteinte, puisque son titulaire se trouve dépouillé d'un des éléments caractéristiques de ce droit, le *jus abutendi*. De plus, en ce qui concerne les clauses d'insaisissabilité, qui restreignent ou suppriment uniquement le droit de s'obliger, on peut dire que ce dernier droit ne peut être détaché de la propriété ou de la personne de son titulaire ; par conséquent, toute convention qui lui porte atteinte aboutit à abolir totalement ou partiellement la capacité du propriétaire. Ce qu'il faut retenir seulement de l'explication

donnée par M. Mongin, c'est que, dans beaucoup d'hypothèses d'indisponibilité, ce sont les biens eux-mêmes qui sont envisagés, et non la personne de celui qui les possède. Dans d'autres cas, au contraire, l'intention de celui qui a stipulé la clause aura été de ménager l'intérêt d'une personne en la protégeant contre certains entraînements, les biens considérés en eux-mêmes demeurant indifférents. Il est certain, par exemple, que c'est la capacité du donataire qui est visée dans toutes les hypothèses où une personne le gratifie d'un don à la condition qu'il ne l'aliénera pas avant d'avoir atteint un certain âge. L'intention évidente du disposant a été, en pareil cas, de garantir le gratifié contre des entraînements qui auraient pour résultat de dilapider son patrimoine. La clause d'insaisissabilité repose alors sur un motif d'ordre subjectif.

Mais elle peut être fondée aussi sur des raisons objectives: il en serait ainsi dans l'hypothèse où une personne, vendant ses biens moyennant une rente viagère, défendrait à l'acquéreur d'aliéner avant l'extinction de ladite rente : l'incapacité et la personne de l'acquéreur sont ici tout à fait hors de cause ; la préoccupation véritable du stipulant est de se réserver un gage suffisant. Il faudrait donc décider que, dans des espèces de ce genre, où l'insaisissabilité est établie eu égard aux biens eux-mêmes, on se trouve en face d'une indisponibilité et non d'une incapacité ; l'incapacité se rencontrerait, au contraire, toutes les fois que l'obstacle à la libre circulation des

biens a été élevé dans l'intérêt du titulaire de la propriété.

Mais, si cette explication présente de l'intérêt au point de vue psychologique, elle n'en offre aucun sous le rapport juridique. A ce dernier point de vue, il n'est pas douteux que toute indisponibilité, quels qu'en soient les motifs, rejaillit sur la personne du titulaire du patrimoine et vient en limiter la capacité. Si la clause met obstacle aux transmissions, elle s'analyse en une incapacité d'aliéner ; si elle entrave la faculté de s'obliger, elle se résout en une incapacité de contracter des engagements.

Etant donné qu'il s'agit d'incapacité, dans toutes les clauses que nous analysons, il y a lieu de rechercher si l'incapacité est ici de même nature que celle édictée par le législateur pour les mineurs et les interdits. Il faut répondre négativement, et, s'il est permis en cette matière de constater des analogies, c'est plutôt à l'incapacité de la femme dotale qu'il convient de se référer. La preuve que l'incapacité résultant d'une clause d'insaisissabilité ne saurait être considérée comme semblable dans ses effets aux incapacités de protection résulte des deux observations suivantes :

1° L'incapacité établie en faveur des mineurs ou des interdits constitue toujours une mesure de protection ; c'est seulement pour la femme mariée qu'on peut se demander s'il s'agit bien d'une incapacité établie en sa faveur, ou si elle n'est pas organisée plutôt à titre de

reconnaissance de la puissance maritale ou dans l'intérêt supérieur de la direction du ménage. Mais, cette réserve faite, il n'est pas douteux que les incapacités établies par le Code civil se ramènent en général à des mesures de protection à l'égard des personnes qu'elles atteignent. L'inaliénabilité ou l'insaisissabilité ne tendent nullement à l'établissement d'une incapacité de cette nature. Bien souvent, dans la pratique, elles n'ont pas pour objet de garantir les intérêts du propriétaire. Ce n'est certainement pas à ce dernier que pense le testateur lorsqu'il inscrit dans sa libéralité une clause interdisant au grevé de substitution d'aliéner les biens compris dans cette disposition. C'est au contraire une mesure dirigée contre le propriétaire temporaire des biens et dont l'effet est destiné à se produire au profit de l'appelé. L'inaliénabilité et l'insaisissabilité qui dérivent de l'incapacité de la femme dotale n'ont pas été organisées non plus dans l'intérêt exclusif de cette dernière : c'est plutôt à l'avenir de la famille que le législateur a songé, il est facile de le constater si l'on se reporte aux exceptions toutes édictées en faveur du ménage. De même, l'incapacité conventionnelle a fréquemment pour but de sauvegarder les intérêts du disposant ou d'un tiers, loin de constituer une mesure de garantie au profit du propriétaire.

2° En admettant même que l'incapacité conventionnelle soit uniquement fondée sur l'intérêt du titulaire actuel des biens, elle diffère des incapacités de protec-

tion contenues dans le Code civil, au point de vue de son étendue d'application. Tandis que l'incapacité légale concerne le patrimoine tout entier, l'incapacité conventionnelle ne vise que certains biens limitativement déterminés. Par exemple, sous le régime dotal, le domaine de l'incapacité n'a de conséquence que relativement aux immeubles, et, si la jurisprudence a jugé opportun d'en généraliser les règles aux valeurs mobilières dotales, c'est par une interprétation rationnelle de la volonté de la femme ; les tribunaux supposent que la soumission au régime dotal a eu pour but de sauvegarder avant tout l'avenir pécuniaire de la famille et ils ne négligent aucun moyen pour obtenir ce résultat. Cette différence d'étendue, qui s'aperçoit quant au domaine respectif des deux incapacités, permet de caractériser nettement l'insaisissabilité conventionnelle. Celle-ci ne s'attache pas à l'importance, ni à la nature des actes à passer relativement aux biens envisagés. Les incapacités de protection du Code civil soulèvent de graves difficultés, parce que, dans la pratique, on a été amené à établir la distinction savante des actes de disposition et des actes d'administration, ces derniers devant toujours être maintenus ; mais cette distinction ne présente d'utilité que lorsqu'il s'agit d'un patrimoine. En matière d'inaliénabilité ou d'insaisissabilité conventionnelles, on se préoccupe seulement d'assurer aux biens une certaine destination, de les affecter à un usage déterminé.

Cette idée-là se rencontre toujours dans les clauses

que nous étudions ; cependant, elle est parfois accessoire et elle coexiste avec une certaine considération de la personne. Il en est ainsi lorsque la clause d'inaliénabilité est insérée dans l'intérêt du gratifié.

En résumé, cette analyse nous conduit à décider que les clauses d'inaliénabilité ou d'insaisissabilité ne sont pas des qualités objectives des biens, n'obéissent pas non plus aux règles qui gouvernent les incapacités de protection du Code civil ; elles constituent simplement des atteintes à la capacité, soit d'aliéner, soit de s'obliger, résultant d'une injonction imposée à la personne qui acquiert le bien grevé d'une clause de ce genre. Ce sont donc de véritables modalités des droits.

Mais ici une contradiction doit être évitée. Comment admettre qu'une clause constitue à la fois une charge et une modalité d'un droit ? Les charges ne sont-elles pas, au contraire, la reconnaissance la plus manifeste de la plénitude des droits d'une personne ? Toutes les charges imposées à l'individu se ramènent à l'obligation pour lui de mettre en œuvre sa capacité juridique et d'exercer son activité économique. Tel est le cas, par exemple, d'une prestation ou même d'une abstention imposée par une personne à une autre. Qu'une personne soit astreinte à accomplir un travail déterminé ou, au contraire, à s'abstenir de telle opération, il n'en résulte pas moins que son activité et sa capacité juridiques demeurent entières. Une certaine orientation leur est donnée dans le premier cas ; une limitation leur est apportée dans le

second ; mais aucune incapacité ne peut atteindre l'individu. Au contraire, l'insaisissabilité et l'inaliénabilité sont des charges et cependant elles sont génératrices d'incapacité. On ne peut, en effet, enlever à quelqu'un l'usage de ses facultés d'aliéner, d'obliger ou de contracter, sans restreindre du même coup sa capacité antérieure. Il n'y a pas à s'arrêter à la forme que revêtent les clauses que nous étudions : qu'il s'agisse de condition ou de déclaration d'inaliénabilité ou d'insaisissabilité, d'interdiction d'aliéner ou de s'obliger, ce sont des charges. Quand le disposant se borne à déclarer les biens inaliénables, ou à transmettre sous la condition d'inaliénabilité, il semble qu'il se réfère uniquement aux biens et qu'il n'ait pas l'intention d'imposer à l'acquéreur une obligation personnelle de ne pas faire. Mais c'est là une constatation d'ordre purement psychologique, qui est sans importance au point de vue juridique. Si l'on considère la convention comme signifiant que le stipulant a voulu conférer aux biens considérés en eux-mêmes la qualité d'inaliénabilité, c'est enlever à la clause toute sa clarté juridique. Il est infiniment plus simple de l'entendre en ce sens qu'elle équivaut à une obligation de ne pas aliéner, à une défense d'aliéner. Cette conception semble d'abord s'appliquer plus difficilement à l'insaisissabilité. Les conséquences et les effets de cette clause se produiront sur les biens eux-mêmes sans avoir égard à la personne de leur titulaire ; elle aurait donc un caractère réel plutôt que personnel. Cependant, l'insaisissa-

bilité elle-même n'est qu'une restriction apportée à la faculté de s'obliger : ce n'est pas seulement au moment de la saisie que l'utilité de l'insaisissabilité se manifestera, en ayant pour résultat de soustraire certains des biens du débiteur à l'action de ses créanciers ; elle a, dès l'entrée du bien dans le patrimoine du gratifié, exercé son influence sur la capacité de ce dernier ; elle lui est apparue comme une défense de s'obliger, au sens où l'on entend l'insaisissabilité du fonds dotal par rapport à la femme.

Il reste à se demander si les clauses d'inaliénabilité et d'insaisissabilité constituent des modes proprement dits ou si elles ne doivent pas plutôt être assimilées à des conditions. D'après MM. Aubry et Rau, la distinction entre le mode et la condition doit être établie en s'attachant à la nature de la prestation ou du fait. Toutes les fois qu'il s'agit d'une prestation ou d'un fait appréciable à prix d'argent et qui est susceptible d'être accompli par des tiers, on doit en général présumer qu'on est en présence d'une simple charge que le disposant a entendu imposer au légataire ou donataire. Mais, s'il s'agit d'un fait qui n'est pas appréciable en argent, ou si ce fait ne peut être accompli que par le donataire ou le légataire seul, on doit présumer que c'est une condition à laquelle le disposant a entendu subordonner sa libéralité.

En utilisant le critérium indiqué par MM. Aubry et Rau, on aboutit à conclure que les clauses d'inaliénabilité et d'insaisissabilité constituent de simples charges.

Sans doute, elles apparaissent comme ayant un caractère purement négatif, elles n'assujettissent le gratifié qu'à une abstention ; mais ce n'est pas là une constatation dont il faille tirer conséquence. Dans le langage du droit, il y a bien d'autres charges que celles qui sont engendrées par des prestations positives. On rencontre tous les jours des obligations de s'abstenir de tel ou tel acte qui sont aussi lourdes que des injonctions positives. Il n'y a pas à distinguer, à cet égard, entre les commandements de la loi et les défenses résultant d'accords conclus entre des particuliers. Pour le commerçant qui a cédé son fonds, l'obligation de ne pas se rétablir dans un périmètre déterminé constitue véritablement une charge. La servitude de ne pas bâtir, celle de supporter sur sa propriété certains travaux nécessités par l'utilité générale sont encore des charges, et, cependant, celui qui en souffre n'a pas à accomplir un acte ou un fait personnel. Donc, la circonstance que les clauses d'insaisissabilité et d'inaliénabilité présentent un caractère négatif, n'est pas un motif susceptible de leur enlever le caractère de charges. Elles doivent d'autant mieux rentrer dans cette catégorie qu'elles supposent des faits appréciables en argent : l'immobilisation des biens qui est imposée par le donateur au gratifié lui fait subir un préjudice dont l'importance pécuniaire est aisée à déterminer : elle se mesure sur la valeur vénale même des biens qu'il lui est interdit de vendre ou d'engager.

Nous concluerons que les clauses d'insaisissabilité et

d'inaliénabilité correspondent à de simples charges et non à des conditions. Existe-t-il un intérêt juridique à la solution de cette difficulté ? Il faut répondre négativement ; tout l'intérêt de la controverse est relatif à une question de bonne terminologie. Il s'agit de préciser le sens d'une expression : or, en affirmant que nous sommes en présence d'un mode et non d'une condition, nous posons par là même en principe que les charges n'offrent pas le caractère et la nature d'une condition. Le mode, à la différence de la condition, n'a pas la vertu de retarder l'ouverture ou l'exécution d'un droit. Seulement cette différence n'est utile à relever que relativement à la condition suspensive, et les clauses que nous étudions n'ont pas un effet suspensif, mais résolutoire. Soit qu'on les range dans la catégorie des charges, soit qu'on les classe parmi les conditions, il n'est pas douteux que les droits du gratifié ne seront pas retardés, pas plus que l'exécution de la libéralité.

L'analyse philosophique des clauses d'insaisissabilité et d'inaliénabilité nous amène donc à reconnaître qu'elles sont simplement des charges personnelles. Cette solution nous paraît seule conforme aux principes et seule de nature à éclaircir les difficultés d'interprétation. En résumé, si l'on reconnaît une force obligatoire aux clauses dont il s'agit, on doit décider, par voie de conséquence, qu'il en résulte pour celui qui est tenu de se conformer à ces clauses une incapacité d'aliéner ou de s'obliger qui doit être respectée comme toute modalité.

En définitive, ces clauses ne correspondent pas à des charges réelles, mais simplement à des charges personnelles ; d'autre part, elles ne sont nullement placées dans un rapport de similitude avec l'incapacité légale, de telle manière qu'on doive nécessairement conclure de l'existence de ces clauses à une incapacité légale. — Telles sont les deux idées qui caractérisent chacune d'elles. Les conséquences suivantes peuvent en être déduites.

I. — En premier lieu, les clauses d'insaisissabilité et d'inaliénabilité sont des charges personnelles et non réelles. Par suite :

1° Elles ne suivent pas les biens ; ce ne sont pas des caractères occultes de la propriété qui s'imprimeraient sur elle et qui, survivant à sa transmission, produiraient un effet absolu opposable à tous. Ce sont des charges, à ce titre elles incombent uniquement à celui à qui elles ont été originairement imposées. Elles lui demeurent strictement personnelles. Dès lors, le crédit public n'a pas à souffrir de l'existence de clauses de ce genre : les biens circuleront ou serviront de gage à des obligations sans que les tiers au profit de qui ils auront été aliénés, ou engagés, aient à souffrir des conséquences d'une convention qu'ils n'ont peut-être pas connue et qui ne leur est pas opposable. Il n'y a plus de danger d'insécurité pour les transmissions de propriété immobilière ; c'est la possibilité pour les biens d'être dévolus à un acquéreur qui n'aura pas à redouter les conséquences plus ou moins

lointaines d'un mode qui avait été imposé à un titulaire antérieur de la propriété.

Au contraire, dans l'opinion qui assimile l'insaisissabilité et l'inaliénabilité à des charges réelles, ces clauses sont comparables à des servitudes non apparentes; celui qui acquiert le bien sera donc en toute hypothèse obligé de les supporter. On sait, en effet, que le propriétaire du fonds dominant est toujours fondé à se prévaloir, contre le possesseur du fonds servant, des servitudes établies, quand bien même celles-ci n'auraient pas été révélées à ce dernier au moment où il a conclu son acquisition. Le seul moyen offert à l'acquéreur en vue d'éviter le préjudice pécuniaire qui va lui être infligé, c'est de se retourner en garantie contre son vendeur et d'obtenir la résiliation de la vente, s'il se trouve dans les conditions énoncées par l'article 1638. Tel est le résultat auquel conduit le système qui considère comme des charges réelles l'insaisissabilité et l'inaliénabilité.

D'un autre côté, la personne au profit de laquelle l'inaliénabilité et l'insaisissabilité ont été établies aurait la faculté d'opposer l'immobilisation des biens à tous les tiers.

2° Dans notre conception, où l'inaliénabilité et l'insaisissabilité correspondent à des charges personnelles, elles ne peuvent pas être sanctionnées par une action réelle, elles donnent simplement ouverture, le cas échéant, à une action en dommages-intérêts. Elles se ramènent en effet à des obligations de faire ou de ne pas

faire ; or, la sanction de semblables obligations est inscrite dans l'article 1142. Il sera possible, sans doute, que le disposant puisse reprendre entre les mains des tiers les biens qui auraient été irrégulièrement aliénés ou saisis ; toutefois, en agissant ainsi, il ne procédera pas en invoquant une idée d'inaliénabilité et d'insaisissabilité, mais bien l'inexécution des charges relatives à l'acte qui avait été passé. L'opinion contraire, attribuant aux clauses que nous étudions les effets juridiques des charges réelles, est amenée à concéder à la personne en faveur de qui elles ont été stipulées une action réelle pour en faire respecter l'exécution.

3° En outre, l'inaliénabilité et l'insaisissabilité étant des charges personnelles, ne sont nullement placées dans un rapport de dépendance réciproque ; elles sont aussi indépendantes l'une de l'autre que les liens juridiques divers qui peuvent se nouer entre les individus et il existe entre elles toute la différence qui sépare l'incapacité d'aliéner et celle de s'obliger.

II. — Les clauses d'insaisissabilité et d'inaliénabilité se caractérisent par un autre trait : elles n'engendrent pas une incapacité véritable au sens du Code civil ; il serait donc erroné de conclure de l'incapacité légale à l'inaliénabilité et l'insaisissabilité conventionnelles. En conséquence, il n'y aura pas lieu d'attribuer à la personne qui est atteinte par ces clauses l'action en nullité établie au profit des incapables par l'article 1304 et dont le délai de prescription est fixé à dix ans.

**SECTION II. — De la distinction de l'insaisissabilité
et de l'inaliénabilité.**

Lorsqu'on se demande quels sont les rapports qui existent entre les deux clauses, on est généralement amené à considérer que l'inaliénabilité entraîne nécessairement l'insaisissabilité. L'inaliénabilité se présente, en effet, comme ayant la plus grande étendue d'application ; elle se ramène à une mise hors du commerce général. L'insaisissabilité, au contraire, correspond seulement à une mise hors du commerce partielle ; la première implique donc la seconde. Telle est, en effet, l'opinion qui a été soutenue, notamment par Laurent (1). C'est là une thèse inexacte. Sans doute, dans la pratique, l'insaisissabilité accompagne souvent l'inaliénabilité, qu'elle vient fortifier et accentuer. Mais elle n'en est pas la conséquence inévitable, et l'on se trompe en affirmant qu'il existe des rapports intimes et nécessaires entre les deux notions. C'est ce que l'on peut démontrer en s'attachant d'abord à l'examen général de la question.

Dans notre théorie, nous pensons que l'inaliénabilité et l'insaisissabilité sont indépendantes ; par conséquent, on peut retirer à quelqu'un sa capacité d'aliéner sans lui enlever par là même celle de s'obliger : la défense d'aliéner ne va pas jusqu'à emporter celle de contracter une obligation. Il n'y a en effet entre les deux incapacités aucune connexité irréductible : la loi elle-même nous en

(1) *Principes de droit civil*, t. XI, n° 470.

donne la preuve : il y a des incapables à qui l'aliénation seule est interdite, leur faculté de s'obliger demeurant intacte : c'est ainsi que les articles 499 et 513 interdisent au prodigue d'aliéner, alors qu'il demeure capable de s'obliger ; sont seules prosrites et annulables les obligations qu'il assume comme conséquence d'un emprunt ou d'une aliénation. L'article 1449 nous fournit un autre exemple d'une personne, la femme séparée de biens, qui, tout en se trouvant dans l'impossibilité d'aliéner ses immeubles, est admise cependant à contracter des obligations exécutoires sur eux (art. 1449). Une disposition analogue se rencontre dans l'article 484, dont le premier alinéa défend au mineur émancipé d'aliéner ses immeubles, tandis que, d'après le deuxième alinéa, il lui est loisible de les engager par voie d'obligation. Ces exemples sont probants : il en résulte que, tout en étant dans l'impossibilité de constituer des droits réels sur son bien ou de les transmettre à autrui, le propriétaire a la faculté de s'obliger sur ce bien. Donc, une incapacité soit légale, soit conventionnelle d'aliéner ne met nullement obstacle à ce que l'individu conserve sa capacité de s'obliger. Mais ne va-t-on pas objecter qu'une obligation n'est autre chose qu'une aliénation indirecte ? Du moment que la clause d'inaliénabilité met obstacle à toute aliénation, est-ce qu'elle n'interdit pas par là même l'obligation ? Par suite, elle envelopperait dans sa défense la clause d'insaisissabilité. Mais il ne serait pas exact de s'arrêter à cette formule, qui repose sur l'attribution d'un fonde-

ment conventionnel à l'article 2092, alors que ce texte est une disposition d'ordre exclusivement légal. D'ailleurs, avec cette formule, on aboutirait à cette conséquence inadmissible que ce serait seulement les créanciers en vertu de contrats qui ne pourraient saisir les biens du débiteur ; car, si une obligation née d'un contrat contient en germe l'éventualité d'une aliénation pour le cas où le débiteur se trouverait, le jour de l'échéance, dans l'impossibilité de tenir sa parole, peut-on soutenir qu'on trouve le germe d'une aliénation dans un délit, un quasi-délit ou même un quasi-contrat ? Au surplus, l'opinion d'après laquelle l'inaliénabilité entraîne l'impossibilité de s'obliger se trouve formellement contredite par les articles 484, 499, 513, 1449 précités du Code civil : si l'obligation n'est qu'une aliénation, tout individu capable de s'obliger doit avoir en même temps la faculté d'aliéner. Mais alors, comment concevoir que la femme séparée, qui peut engager ses biens par voie d'obligation, sans distinguer entre les meubles et les immeubles, ne soit pas admise à aliéner ses immeubles ? La même contradiction devrait être imputée aussi à l'article 484, qui interdit au mineur émancipé l'aliénation de ses immeubles, alors que leur engagement par obligation demeure possible. Enfin, on peut dire que, si l'on admet que l'obligation emporte une aliénation plus ou moins lointaine, celle-ci ne saurait s'appliquer qu'au patrimoine tout entier, puisque, d'après l'article 2092, le créancier possède un droit de gage général portant sur l'ensemble

des biens du débiteur, et ne s'attachant à aucun ; or, il n'existe pas, dans notre législation actuelle, d'aliénation totale du patrimoine ; nous ne connaissons plus le *venditio bonorum* qui portait, à Rome, sur l'ensemble des biens d'un débiteur du vivant même de celui-ci.

Au surplus, quand on dit que l'obligation correspond à une aliénation indirecte, on établit une alliance de mots qui peut frapper l'imagination, mais qui ne correspond à rien de réel. L'aliénation comporte une certaine précision relativement à l'objet sur lequel elle porte, sinon il n'y aurait aucune certitude dans les transactions. Sans doute, il est permis de vendre des choses futures, d'aliéner une parcelle de terrain à prendre dans un plus grand domaine ; mais la prestation à fournir par le vendeur ne comporte aucune incertitude, l'objet de la vente est immédiatement fixé ; si l'étendue même de cet objet n'apparaît pas d'ores et déjà dans le contrat, il n'y a là aucun obstacle sérieux à la perfection de la convention, car une délimitation ultérieure permettra de déterminer exactement l'objet de la vente et la base de la prestation ; celle-ci ne se caractérisant par aucune incertitude. On ne saurait en dire autant de l'aliénation, qui se réfère à l'ensemble ou à une partie du patrimoine. Rien n'est plus vague qu'une pareille opération, dont l'objet peut se modifier ou même disparaître avec les fluctuations qui atteignent la fortune du titulaire. Tout homme qui contracte un engagement affecte par là même son patrimoine à la satisfaction des obligations contractées par lui ; mais

on ne saurait soutenir sérieusement qu'en agissant ainsi il se dépouille à l'avance de l'ensemble ou même d'une fraction des biens qu'il possède. Il est donc inexact de soutenir que l'inaliénabilité doive entraîner nécessairement l'insaisissabilité.

Ce n'est pas seulement à un point de vue théorique et abstrait que l'inaliénabilité et l'insaisissabilité sont séparées par des différences. Les deux notions représentent des intérêts distincts, aussi bien sous le rapport économique que sur le terrain juridique.

Au point de vue économique, d'abord, il existe entre elles une profonde antinomie. L'inaliénabilité atteint la production, l'insaisissabilité ne concerne que le crédit. Lorsqu'on répète que l'inaliénabilité atteint la libre circulation des biens, on n'énonce pas là une vérité importante. La circulation, considérée en elle-même, ne correspond à rien et n'attire pas l'attention des économistes. Les biens ne circulent pas pour circuler. Leur circulation n'est intéressante qu'au point de vue du déplacement de richesses qui l'accompagne, passant d'un patrimoine dans un autre et modifiant la composition des biens des particuliers. Il est beaucoup plus juste de soutenir que l'inaliénabilité se trouve en contradiction avec la productivité des biens. Tous les individus ne sont pas également aptes à tirer des richesses qu'ils possèdent la meilleure exploitation possible ; s'ils reconnaissent leur infériorité sous ce rapport, et s'ils ne sont pas en mesure de procéder utilement à une exploitation directe, il im-

porte de leur laisser la faculté de se soustraire à une tâche qu'ils ne pouvaient convenablement accomplir et de vendre les biens dont l'administration représente pour eux une lourde charge. Or, la productivité des biens est atteinte par l'inaliénabilité, qui vient s'opposer à ce qu'un propriétaire puisse convertir en argent les biens dont il redoute l'exploitation. Par là se trouve compromise la prospérité de chaque fortune individuelle, et la richesse de la nation elle-même est en jeu, puisque, dans une société qui fonctionne sur la base de l'individualisme, il convient que chaque exploitation soit confiée à celui qui est le plus apte à la bien gérer. L'inaliénabilité, en favorisant le maintien des biens entre les mains de ceux qui n'étaient pas qualifiés pour en tirer tout le parti désirable, peut donc aboutir à une ère de crises et de désorganisation économique; telles sont les conséquences de l'inaliénabilité dans l'ordre économique.

Ces inconvénients sont-ils produits au même degré par l'insaisissabilité ? Il n'est pas nécessaire d'insister longuement pour se convaincre de la négative : la circulation des biens n'est pas touchée ; le propriétaire, s'il éprouve quelque difficulté à administrer son bien, est libre de s'en défaire. Par conséquent, aucun obstacle n'empêchant les biens de parvenir aux mains de ceux qui sont les plus aptes à en obtenir le meilleur rendement, la prospérité économique n'est pas atteinte ; l'activité des individus n'est nullement entravée et la production ne subit aucun ralentissement.

On est obligé toutefois de convenir que l'insaisissabilité porte une certaine atteinte à la production, en tant qu'elle arrête le crédit. Le crédit peut être, en effet, des plus utiles toutes les fois qu'il n'est pas destiné à la consommation, et qu'il s'agit véritablement d'un crédit à la production. Or, l'insaisissabilité frappe aveuglément l'un et l'autre, et l'individu dont le patrimoine se trouve ainsi affecté par une insaisissabilité est désormais privé de la faculté de recourir à un prêt à la production aussi bien qu'à un prêt à la consommation, car les créanciers exigent généralement des sûretés pour consentir à venir en aide à un débiteur et un patrimoine frappé d'insaisissabilité ne permet pas à son titulaire d'offrir des garanties à celui qui se montre disposé à l'aider de son argent. Mais il n'en reste pas moins certain qu'au point de vue économique, l'insaisissabilité est loin d'entraîner les mêmes inconvénients que l'inaliénabilité.

Sans affinités au point de vue économique, l'inaliénabilité et l'insaisissabilité sont séparées encore sur le terrain juridique par de frappants contrastes :

1° Avec l'inaliénabilité, c'est la mise hors du commerce qui apparaît. Le bien, soustrait à la libre circulation, ne peut plus se prêter au mécanisme des échanges. C'est, par suite, une valeur dépréciée dans le patrimoine de son titulaire. L'insaisissabilité ne tend pas au même but. Elle ne produit pas un résultat d'une semblable puissance ; l'impossibilité d'engager le bien ne l'empêche pas de continuer à figurer valablement dans un contrat.

L'immobilisation ne résulte pas nécessairement de l'engagement par obligation. Cette différence a été aperçue depuis la préparation du Code de procédure civile. Le rapport préparé sur l'article 581 du Code de procédure par la section du Tribunal contenait les déclarations suivantes : « On opposait que l'article 581 était l'introduction d'un droit nouveau, qu'il tendait à mettre les biens hors du commerce, que c'était créer une nouvelle espèce de substitution si sévèrement proscrite par l'article 896 du Code civil. La grande majorité de la section a pensé au contraire que les dispositions de l'article 581 n'avaient rien de contraire au Code civil, que ce n'était pas mettre les biens hors du commerce, même momentanément, puisque la chose, quoique insaisissable, n'était pas inaliénable. »

2° L'inaliénabilité et l'insaisissabilité n'ont pas le même champ d'application. La première s'oppose désormais à la conclusion de tous les actes qui impliquent translation ou constitution de droits réels. L'insaisissabilité ne défend que les actes créateurs d'obligations, tels qu'un prêt ou un bail.

Entre les deux notions, la séparation est absolue et il n'existe pas plus de points de contact entre elles qu'entre le droit réel et l'obligation.

Ce n'est pas seulement par leur résultat, par leur portée d'application, que l'inaliénabilité et l'insaisissabilité diffèrent juridiquement. Dans le mécanisme de leur fonctionnement, de nouvelles divergences s'aperçoivent : on

peut les ranger sous trois chefs distincts : d'abord, elles ne visent pas les mêmes personnes ; ce sont les tiers acquéreurs que vient menacer l'inaliénabilité ; les créanciers seuls sont mis en jeu dans l'insaisissabilité.

En second lieu, l'inaliénabilité concerne l'avenir et les actes futurs. L'insaisissabilité produit ses effets aussi bien dans le passé que dans l'avenir : elle protège le patrimoine de celui en faveur de qui elle a été édictée, contre les conséquences d'actes déjà accomplis à une époque récente ou même dans un passé lointain ; en outre, les biens sont sauvegardés pour le cas d'inexécution des obligations futures.

Enfin, l'intention de celui qui recourt à une clause d'insaisissabilité n'est pas la même que la volonté de l'individu qui désire imprimer aux biens une inaliénabilité. Celle-ci apparaît en vue d'employer les biens à une certaine destination, qu'il importe d'atteindre, même au prix de sacrifices imposés au crédit. C'est ainsi que les immeubles dotaux sont inaliénables, parce que leur but essentiel est d'assurer l'avenir du ménage, de les affecter avant tout aux dépenses pécuniaires occasionnées par la vie commune. Dans le même ordre d'idées, le disposant qui insère dans la libéralité une clause d'inaliénabilité cherche à atteindre un but déterminé, but d'intérêt général ou même qui se limite au cercle plus étroit de l'intérêt privé. Les biens inaliénables apparaissent souvent comme une charpente essentielle de la théorie des fondations : les ressources affectées à la création d'un

hôpital, accompagnées d'une clause d'insaisissabilité, serviront plus efficacement la cause humanitaire à laquelle elles sont destinées. De même, l'individu, qui aliène ses biens à charge de rente viagère, insère dans le contrat une clause d'inaliénabilité dans le dessein d'assurer pour l'avenir le service régulier de la rente qu'il s'est réservée ou qu'il a constituée au profit d'un tiers. Les biens ne sont alors déclarés inaliénables que pour un motif d'ordre privé. C'est encore une raison de ce genre qui explique les inaliénabilités de biens donnés ou légués à un individu dont on redoute la légèreté ou l'inexpérience. On veut le prémunir ainsi contre des actes de disposition irréfléchis qui auraient pour résultat d'ébrécher son patrimoine et d'anéantir peu à peu les biens sur lesquels il comptait pour l'avenir.

L'inaliénabilité est donc la gardienne d'intérêts multiples : elle répond à un intérêt général ; elle sauvegarde aussi un intérêt particulier ; elle est conçue parfois dans un but égoïste : la satisfaction unique de celui qui a aliéné le bien et qui a voulu se réserver ainsi des sûretés pour le paiement du prix ou l'exécution de prestations d'une autre nature qui ont été convenues.

Mais l'insaisissabilité n'est pas un instrument aussi souple ; elle ne se prête pas à la réalisation de buts multiples ; elle est uniquement un procédé de conservation des biens et de protection des personnes. L'intérêt du disposant, celui du gratifié ou celui des tiers sont alternativement pris en considération et sauvegardés par la

clause d'inaliénabilité. L'insaisissabilité vise un intérêt unique : celui du gratifié, car il est assez difficile et assez peu fréquent d'apercevoir un avantage que le disposant trouverait dans la stipulation d'une clause de cette nature.

Ces divergences s'accroissent encore quand on se réfère aux mobiles sur lesquels reposent ces deux conceptions. Elles ne correspondent pas aux mêmes préoccupations pratiques. L'une s'appuie sur des considérations générales et impersonnelles ; l'autre a été imaginée pour servir un intérêt purement individuel. L'insaisissabilité repose sur des considérations d'humanité qui n'ont pas été spécialement inspirées par la qualité de telle ou telle personne qu'on désire protéger. Au contraire, l'inaliénabilité ne vise jamais que des situations individuelles : c'est en raison de l'incapacité montrée par telle ou telle personne pour gérer son patrimoine, que le disposant, désireux de lui éviter des mécomptes dans l'avenir, a stipulé l'insaisissabilité. L'inaliénabilité est fondée le plus souvent sur une présomption d'inexpérience ou de faiblesse d'esprit chez le gratifié ; elle se propose de remédier à une incapacité économique qui serait de nature à entraîner sa ruine. Mais, on ne saurait rien déduire de l'insaisissabilité en ce qui concerne l'aptitude du gratifié à exercer ses droits ; il se peut qu'il ait été victime de spéculations malheureuses ; il est ainsi protégé dans l'avenir contre ses créanciers ; mais on ne saurait en inférer qu'il est moins capable que d'autres

d'exercer librement les prérogatives de la propriété. Tels sont les principaux caractères distinctifs de ces deux notions.

Aussi bien dans le domaine de l'économie politique que sur le terrain du droit proprement dit, elles sont séparées par des divergences profondes, irréductibles. Toutefois, on les rencontre fréquemment, dans la pratique, réunies et juxtaposées en vue de mieux atteindre un but commun, qu'on craint de manquer si l'on a recours seulement à une seule de ces deux clauses. Dans la matière des contrats, l'homme est enclin à multiplier les clauses analogues, à fortifier la portée d'une disposition par une autre qui la confirme sans rien y ajouter de véritablement substantiel. C'est pour ce motif qu'on a l'habitude de stipuler à la fois l'inaliénabilité et l'insaisissabilité. Il faut convenir, d'ailleurs, que le procédé n'est pas dépourvu d'intérêt pratique : toutes les fois que l'on se préoccupe d'atteindre l'immobilisation absolue des biens, l'inaliénabilité, à elle seule, ne suffirait pas, car elle ne vient entraver que les aliénations volontaires ; il faut la garantie supplémentaire de l'insaisissabilité pour que toute aliénation, procédant ou non de la volonté de l'individu, devienne désormais impossible. C'est le point de vue qui est envisagé le plus souvent par le législateur. Sous le régime dotal, l'inaliénabilité serait souvent tournée et facilement éludée, si l'immeuble dotal n'était pas protégé en outre par l'insaisissabilité. La femme qui contracterait sur sa dot pendant le mariage, qui l'engage-

rait au paiement d'une dette assumée par elle au cours de l'union conjugale, serait ainsi investie de la faculté de compromettre sa dot, contrairement à l'intérêt de la famille et à la volonté évidente du législateur. L'insaisissabilité apparaît encore comme un complément indispensable de l'inaliénabilité dans les substitutions : il ne pourrait être question d'assurer l'arrivée des biens aux mains de l'appelé, sans l'insaisissabilité qui vient les atteindre et les protéger dans le patrimoine du grevé. C'est en vertu d'un motif analogue que les biens du domaine public sont frappés à la fois d'inaliénabilité et d'insaisissabilité. De cette manière, leur destination, qui est de servir à l'usage de tous, est mieux assurée.

L'insaisissabilité forme encore le complément utile de l'inaliénabilité, toutes les fois que celle-ci est stipulée dans l'intérêt du disposant ou d'un tiers. Les biens peuvent sortir du patrimoine autant par aliénation forcée que par vente volontaire. L'insertion d'une clause d'insaisissabilité réparera l'insuffisance de l'inaliénabilité, qui entre en jeu seulement dans les ventes volontaires.

Mais on ne doit pas en conclure qu'il existe entre les deux notions une étroite et intime liaison. L'insaisissabilité se borne simplement à rendre l'inaliénabilité plus énergique. La preuve qu'il serait erroné de comprendre toujours l'insaisissabilité comme un corollaire nécessaire et inéluctable de l'inaliénabilité résulte d'exemples fournis par la loi elle-même et dans lesquels l'insaisissabilité entraîne comme accessoire l'inaliénabilité. « On

doit considérer, écrivent MM. Aubry et Rau, comme implicitement prohibées par la loi, la cession du droit de retrait successoral au profit d'un non successible et celle du droit de réclamer des aliments en vertu soit de la loi, soit d'un acte de libéralité, en tant que la cession tendrait à neutraliser les résultats qu'a voulu obtenir le législateur ou l'auteur de la libéralité. (1) »

Conclusion : il n'existe aucun rapport de droit entre l'inaliénabilité et l'insaisissabilité ; ce sont seulement des rapports de fait que l'on peut découvrir entre elles.

Il reste à se demander comment cette question est comprise par la doctrine et par la jurisprudence. La doctrine paraît, en général, portée à admettre une certaine affinité entre les deux conceptions. C'est ainsi que, d'après Laurent, l'insaisissabilité n'étant qu'une mise hors du commerce partielle, tandis que l'inaliénabilité est une mise hors du commerce générale, celle-là se trouve engagée par celle-ci (2). Il considère comme inadmissible qu'on puisse reconnaître au créancier de celui à qui a été imposé une condition d'inaliénabilité le droit de saisir les biens inaliénables. Le débiteur, ne disposant pas du pouvoir de vendre ses biens dans cette hypothèse, n'a pu conférer à ses créanciers une faculté qu'il ne possédait pas lui-même. En conséquence, l'inaliénabilité tend à entraîner nécessairement l'insaisissabilité.

(1) Tome VII, § 692.

(2) *Principes de droit civil*, t. II, n° 470.

Mais nous avons démontré par avance l'inexactitude de la doctrine de Laurent.

Aubry et Rau s'expriment cependant dans le même sens : « La prohibition d'aliéner valablement attachée à une donation ou à un legs a pour effet de rendre insaisissables, pendant la durée de l'interdiction, les biens donnés ou légués. » Mais c'est là une assertion que rien ne vient justifier (1). La jurisprudence elle-même ne se montre pas très favorable au système que nous soutenons, et il n'y a pas à en douter, si l'on se reporte aux motifs donnés par un arrêt de la Cour de Rennes du 22 mars 1865, maintenu par la Cour suprême : « Considérant que l'insaisissabilité des biens donnés est une conséquence naturelle, logique et légale de leur inaliénabilité; qu'en effet, les créanciers et donateurs ne sauraient exercer un droit qui n'appartient pas à leur débiteur, lequel ne peut pas être admis à faire par autrui ce qu'il ne lui est pas permis de faire lui-même; qu'autrement, par une collusion trop facile, il pourrait rendre vaines et illusoires les sages précautions prises soit dans son intérêt propre, soit dans celui du donateur; que ce n'est nullement étendre la clause d'inaliénabilité que de considérer les biens qui en sont frappés comme insaisissables, puisque la saisie suivie d'expropriation n'est autre chose qu'une aliénation véritable, quoique involontaire et forcée (2).

(1) Tome VII, § 692, note 38.

(2) D., 1864, 1, 194.

C'est là un arrêt remarquable au point de vue de la précision et de la clarté des idées ; seulement, cette jurisprudence paraît assez vague et même un mouvement en sens contraire semble se dessiner ; on acquiert la conviction, si l'on consulte les quelques arrêts rendus sur la question, que la jurisprudence n'est pas restée fidèle à l'arrêt de 1863, et même qu'une tendance contraire est indiquée aujourd'hui par certaines décisions. On doit citer en ce sens d'abord deux arrêts de la Cour suprême rendus sur la question, le premier le 4 avril 1899, le second le 23 janvier 1900.

Dans l'arrêt de 1899 (1), une congrégation soutenait, dans un procès contre l'Administration de l'enregistrement, qu'elle ne pouvait être saisie qu'en vertu d'un décret du chef de l'Etat ; les lois des 2 janvier 1847 et du 24 mars 1825 ne permettant l'aliénation de ses biens qu'après cette autorisation par décret. Les congréganistes argumentaient de la manière suivante : ils disaient que la saisie doit être régie par les mêmes règles que celles applicables à l'aliénation volontaire et subordonnée aux mêmes conditions ; qu'on ne peut restreindre le droit d'aliéner du propriétaire sans diminuer du même coup et dans la même mesure le droit de saisie des créanciers. Mais la Cour suprême n'a pas accepté cette théorie : elle a décidé qu'une autorisation n'était pas nécessaire pour permettre la saisie des immeubles de la con-

(1) Dall., 1900, 1, 529.

grégation et que les formalités imposées au propriétaire en vue de l'aliénation ne pouvaient être exigées des créanciers relativement à la saisie. La Cour suprême a admis ainsi qu'il n'existait aucune corrélation entre l'inaliénabilité et l'insaisissabilité.

Dans l'arrêt du 23 janvier 1900 (1), la difficulté portait sur l'interprétation d'une clause relative à un legs ; une personne avait rédigé son testament de la manière suivante : « Un legs est attribué à M^{me} X..., à condition qu'il sera fait emploi à son profit en immeubles, rentes sur l'Etat ou actions de la Banque de France, de tous les biens compris dans le legs, et que lesdites valeurs seront indéfiniment aliénables aux mêmes conditions de remploi. » La dame X... vend un de ses immeubles provenant du legs et en affecte le prix à l'achat d'une inscription de rente sur l'Etat, avec mention que cette rente formerait emploi et ne serait aliénable qu'aux conditions du testament. Ensuite elle détache de la rente une certaine somme et achète un immeuble. Mais un créancier dont le droit était postérieur à cette acquisition pratique une saisie immobilière sur ce domaine. La débitrice s'oppose à la saisie, prétendant que le bien est insaisissable en vertu du testament. Son opinion aurait été exacte, si l'inaliénabilité entraîne l'insaisissabilité. Peu importe que l'immeuble puisse être aliéné à charge de remploi ; la stipulation contenue dans le testament n'a

(1) D., 1900, 1, 535.

pas moins pour effet de le rendre indisponible dans une certaine mesure, puisqu'il ne peut être librement aliéné. Si l'insaisissabilité est contenue dans l'inaliénabilité, il n'est plus possible que l'immeuble considéré soit, comme les autres biens, l'objet du gage des créanciers. Il est indifférent que le testateur n'ait pas expressément stipulé l'insaisissabilité ; la rédaction même de son testament démontrait qu'il avait voulu, dans une certaine mesure tout au moins, rendre les biens légués insaisissables, puisqu'il avait permis de les remplacer par des valeurs portant ce caractère : des rentes sur l'État. Il n'y avait donc aucun doute sur le but du testateur, qui était certainement conforme à l'insaisissabilité. Cependant, les juges de première instance et la Cour d'appel n'ont pas hésité à décider que l'immeuble compris dans le legs était susceptible d'être saisi, et la Cour suprême a rejeté le pourvoi qui avait été formé contre cette décision : « Attendu, porte son arrêt, que la clause du testament ne s'explique aucunement sur la faculté pour le légataire de contracter des engagements exécutoires sur ses biens; qu'en décidant que cette clause, qui ne formulait aucune stipulation d'insaisissabilité, n'avait eu pour but que d'assurer à la femme certaines garanties en cas d'aliénation volontaire, qu'elle ne régissait que les rapports des époux entre eux (car la légataire était mariée) et n'empêchait pas la femme de s'obliger sur ses biens personnels, et qu'en validant la saisie immobilière la Cour a bien jugé. »

La jurisprudence la plus récente semble donc établir une distinction entre la clause d'inaliénabilité et celle qui est relative seulement à l'insaisissabilité des biens. Toutefois, il est difficile de se prononcer sur le point de savoir si cette orientation de la jurisprudence est définitive, et il semble que, d'après d'autres arrêts plus récents, on doive constater un retour vers la solution d'après laquelle l'inaliénabilité entraîne nécessairement l'insaisissabilité. En ce sens ont été rendus des arrêts de la Cour de Rouen du 1^{er} février 1902 (1) et du 5 avril 1905 (2). Ces arrêts reposent sur cette considération que le bénéficiaire ne doit pas pouvoir accomplir indirectement, par la voie d'une expropriation forcée imposée par ses créanciers, ce que le disposant lui interdit de faire directement par la voie de l'aliénation volontaire. L'insaisissabilité a donc la même durée que l'inaliénabilité, d'après cette jurisprudence ; elle constituerait le complément indispensable et la sanction de la première clause.

(1) S., 1902, 2, 203.

(2) D., 1905, 2, 241.

CHAPITRE II

DE LA VALIDITÉ DES CLAUSES D'INSAISSABILITÉ

Il est une première observation qui nous frappe : les clauses d'insaisissabilité se rencontrent rarement dans la pratique, tout au moins lorsqu'elles sont seules et qu'elles ne sont mélangées d'aucune stipulation d'inaliénabilité. La raison de cette rareté des clauses dont il s'agit est double : 1° parce que, le législateur permettant de stipuler l'insaisissabilité dans les actes à titre gratuit (art. 581 du Code de procédure), les conventions relatives à l'insaisissabilité ne peuvent intervenir que dans les actes à titre onéreux ;

2° Si le disposant veut l'utiliser comme garantie d'un intérêt qui le concerne ou qui est relatif à un tiers, cette clause aboutit, en définitive, à l'immobilisation partielle ; elle ne peut être vraiment utile que si elle est accompagnée d'une clause d'inaliénabilité. Pour ce motif, nous sommes amené à présenter quelques développements sur les clauses d'inaliénabilité. Nous reviendrons ensuite à

l'étude spéciale des clauses d'insaisissabilité et nous nous demanderons si, isolées dans les actes, elles doivent être reconnues valables, quelle est leur étendue d'application et quelle sanction elles doivent recevoir.

SECTION I. — Validité des clauses d'insaisissabilité envisagées dans leurs rapports avec l'inaliénabilité.

L'examen de la validité des clauses d'insaisissabilité envisagées dans leurs rapports avec l'inaliénabilité ne peut être utilement conduit que si on l'envisage uniquement au point de vue de la jurisprudence. Or, il est depuis longtemps admis en jurisprudence que la prohibition d'aliéner insérée dans un legs ou une donation est valable si elle est motivée par un intérêt sérieux et si elle n'est pas imposée pour une trop longue durée. En outre, on admet couramment comme sanction de cette clause la nullité des actes de disposition accomplis en violation de la clause. Cette jurisprudence est aujourd'hui certaine, bien qu'elle ait rencontré chez les auteurs une vive opposition.

La propriété, dit-on, en répétant la définition du Code civil, est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par la loi ou par les règlements (art. 544). On accentue la portée de ce texte en l'encadrant dans plusieurs autres. D'après l'article 537, les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, sous les modifications établies par la loi. L'article 1594

décide que tous ceux, auxquels la loi ne l'interdit pas, peuvent acheter ou vendre. Enfin, d'après l'article 1598, tout ce qui est dans le commerce peut être vendu, lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation. De l'ensemble de ces articles il résulte que la caractéristique du droit de propriété est d'attribuer au titulaire la libre disposition de son bien et que toute obligation imposée à une personne, par celui qui a fait parvenir le bien dans son patrimoine, de ne pas l'aliéner pendant un certain temps, est contraire aux dispositions les plus formelles de la loi civile (1).

En faveur de l'opinion contraire (2), on peut répondre qu'il existe bien d'autres restrictions au droit de propriété, qui, sans être aussi sévères que l'inaliénabilité, apportent une gêne sérieuse à la circulation des biens et que la loi consacre cependant. C'est ainsi que, toutes les fois qu'un droit réel, usufruit, usage, habitation, servitude ou hypothèque, est concédé par un propriétaire sur ses biens à un tiers, il nuit à la libre disposition de ses biens, il en diminue la valeur commerciale, il en rend l'alié-

(1) Laurent, *Principes de droit civil français*, t. XI, n° 460 à 470 ; Huc, *Commentaire pratique du code civil*, t. VI, n° 85 ; Baudry et Colin, *Donations entre vifs et testaments*, t. I, n°s 124 et s. ; Planiol, *Traité de droit civil*, t. I, n°s 1046 et s.

(2) Qui a été soutenue par Toullier, *Cours de droit civil*, t. V, n° 51 et t. VI, n° 488 ; Troplong, *Donations et testaments*, t. I, n° 271 ; Demolombe, *Cours de droit civil*, t. XVIII, n° 292 à 303 ; Aubry et Rau, 4^e édit., t. VII, par. 692, p. 296, texte et notes 33 et 34 ; Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, 2^e édit., 1885, t. I, p. 443, n° 23 ; Bartin, *Théorie des conditions impossibles, illicites et contraires aux mœurs*, p. 163 et suiv.

nation moins aisée. Au surplus, la loi elle-même valide et sanctionne l'inaliénabilité de certains biens. Par exemple, les immeubles dotaux ne peuvent être aliénés ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement. De même, le grevé de substitution dans les hypothèses où celle-ci est permise, n'est pas fondé à aliéner les immeubles légalement substitués, et des mesures rigoureuses assurent la conservation de ces biens dans le patrimoine du grevé. Voilà donc des interdictions qui ne sont pas incompatibles avec la qualité de propriétaire.

On a dit également que la clause d'inaliénabilité venait fortifier le droit de propriété lui-même : du moment que le propriétaire dispose sur ses biens du droit le plus absolu, pourquoi ne pourrait-il pas valablement les céder en imposant au bénéficiaire l'obligation de ne pas les aliéner pendant un certain temps ? En acceptant cette stipulation, le bénéficiaire exerce dans un certain sens son droit de propriété. C'est ainsi que, dans un procès relatif à une clause d'inaliénabilité insérée dans une police d'assurance de rente viagère contractée au profit d'un tiers et sur sa tête, la Cour de Paris fait valoir, entre autres arguments destinés à établir la validité de cette clause, que « le bénéficiaire d'une telle stipulation est toujours libre de l'accepter ou de ne pas l'accepter ; que, lorsqu'il en accepte le bénéfice, il adhère par cela même à la condition et la fait sienne ; que cette adhésion équivaut à une renonciation à la faculté d'aliéner, qui serait licite et obligatoire même s'il s'agissait d'un bien destiné

à circuler, et qui l'est, à plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'une créance qui n'a jamais été dans le commerce » (1).

On a répété aussi, à l'égard des clauses d'inaliénabilité, que l'économie politique leur est contraire, car elles sont opposées à la prospérité du commerce et de l'industrie. Cependant on ne doit pas oublier, lorsqu'on consulte l'histoire, que le commerce et l'industrie se sont développés précisément à une époque où l'état des patrimoines était l'inaliénabilité (2). Le commerce et l'industrie se sont étendus au point d'entrer en lutte avec l'agriculture et de constituer une source de richesses aussi importante que celle-ci à une époque où l'esprit féodal et les institutions de l'ancien droit étaient contraires à la libre circulation des biens.

Ce qu'on peut dire aujourd'hui, c'est que, bien que n'étant pas prohibée expressément par la loi, la clause d'inaliénabilité peut être proscrite pour des motifs sérieux ; mais, comme il est douteux que le principe de la libre circulation des biens puisse être rangé au nombre des lois qui intéressent l'ordre public (3), on est conduit à admettre qu'il y a place pour de nombreuses exceptions, en vertu desquelles la prohibition d'aliéner ne présenterait pas nécessairement un caractère illicite. Ces exceptions sont indiquées par l'étude de la jurisprudence sur

(1) Paris, 5 avril 1905, D., 05 2, 225.

(2) Cf. Wagner, *La clause d'inaliénabilité dans les donations et les legs* (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1907, p. 311 et s., et notamment p. 320).

(3) Wagner, p. 326.

le sort des clauses d'inaliénabilité depuis le Code civil.

Toutes les fois qu'il s'est agi de reconnaître des intérêts pratiques respectables, la jurisprudence a accompli un rôle prétorien ; elle ne s'est pas souciée du respect rigoureux de la loi écrite et elle s'est préoccupée avant tout de l'équité, de la justice idéale, pour trancher les difficultés qui se sont élevées sur ce point. Dans cette mission, la jurisprudence n'a pas pu revêtir un aspect homogène ; elle a statué en vertu de considérations d'équité vagues, indéterminées et variables ; les décisions de la jurisprudence forment donc un monument inégal et touffu, incapable de préciser d'une manière générale et *a priori* la portée que l'on doit attribuer aux clauses d'insaisissabilité.

Au début du XIX^e siècle, la jurisprudence a résolu la difficulté en se servant d'une distinction qui en est encore le critérium : en présence d'une défense d'aliéner perpétuelle ou même d'une durée excessive, elle considérait qu'il y avait là une condition contraire à la loi, car les biens ne peuvent rester pendant de longues années dans des mains inhabiles à les exploiter. Mais la condition a toujours été consacrée comme licite, lorsque l'inaliénabilité s'est présentée limitée à un petit nombre d'années et justifiée par un intérêt sérieux et légitime. Il n'a jamais été mis en doute, par exemple, qu'un ascendant donateur put, pour augmenter ses chances d'exercer le retour légal prévu par l'article 747, stipuler comme condition de sa libéralité, et sous menace de résolution immédiate,

que le donataire conservera en nature dans son patrimoine le bien donné jusqu'à la mort du donateur (1).

Vers le milieu du XIX^e siècle, la jurisprudence entra dans une seconde phase, et, abandonnant la théorie de la condition résolutoire, elle reconnut que la défense d'aliéner, lorsqu'elle est valable, confère à tout intéressé, et par suite à l'ascendant donateur, une action en nullité des actes accomplis contrairement à cette défense, action tendant à maintenir les biens donnés dans le patrimoine du gratifié. Car, avec la première jurisprudence, le donateur ne pouvait pas attaquer les tiers acquéreurs du bien donné sans faire tomber du même coup, les droits du donataire. Le revirement se produisit d'abord devant la Cour d'Angers, le 26 juin 1842 (2), et fut accepté par la Cour de cassation, le 20 avril 1858 (3).

Et cette jurisprudence aboutit aux résultats suivants :
1^o La clause d'inaliénabilité est valable quand elle est temporaire et justifiée par un intérêt sérieux et légitime;
2^o la sanction de cette clause est généralement la nullité des actes accomplis contrairement à ses termes ; toutefois, la sanction dégénérera en une résolution des droits du gratifié, lorsque le donateur ou le testateur aura manifestement considéré la défense d'aliéner comme une

(1) Dalloz, Répertoire, *verbo* Dispositions entre vifs et testamentaires, n^{os} 1778 et s.

(1) D., 1842, 2, 218.

(2) D., 1858, 1, 454 ; S., 58, 1, 589. Cf. Chéron, *La jurisprudence sur les clauses d'inaliénabilité* (Rev. trim., de droit civil, 1906, p. 339 et suiv., et spécialement p. 344).

véritable charge dont l'inexécution doit entraîner la révocation de la libéralité.

Telle est la jurisprudence qui s'est formée sur ce point et qui paraît aujourd'hui accepter comme une vérité incontestée le caractère licite de la clause. Les auteurs se sont, d'ailleurs, efforcés de justifier cette jurisprudence, d'affirmer qu'elle n'était nullement en opposition avec la loi, attendu que la clause, consentie pour une durée qui n'est pas trop longue, ne viole aucun intérêt légitime ; à ce point de vue, la loi elle-même fournit des exemples de clauses d'inaliénabilité temporaire : c'est ainsi que, d'après l'article 1589 du Code civil, une personne qui se propose de vendre un bien peut promettre de ne pas accomplir cette vente avant un certain délai imparti à une certaine personne. De même, toutes les fois que le donateur a un intérêt personnel, ou que cet intérêt existe au profit d'un tiers, il peut stipuler du donataire qu'il n'aliènera pas avant un certain temps (Cf. art. 1121). Par application de l'article 1143 du Code civil, qui donne aux créanciers le droit de faire détruire ce qui a été fait par contravention à l'engagement, le donateur ou le tiers intéressé a le droit, si le donataire aliène, de faire prononcer la nullité de ladite aliénation (1).

On a justifié encore la jurisprudence en affirmant que, dans ses décisions actuelles, elle ne peut pas être liée par des conceptions économiques qui régnaient au début du

(1) Cf. *Bartin*, ouvrage cité, p. 167 et suiv.

XIX^e siècle. Assurément, la liberté de la circulation est favorable à l'augmentation des richesses, mais il serait erroné de penser que la propriété individuelle a pour unique fonction d'accroître les richesses d'un pays. Il y a d'autres intérêts à sauvegarder que ceux de la production ; on doit se préoccuper aussi de la répartition des richesses, de leur consommation et de l'épargne ; enfin, il y a, à côté des intérêts économiques, des raisons d'ordre moral et social qui méritent d'être prises en considération. Il est, sans doute, conforme à l'intérêt général que l'inaliénabilité des biens ne se prolonge pas trop longtemps et ne soit pas stipulée trop fréquemment. Mais, pour des motifs particulièrement graves, l'inaliénabilité doit être acceptée. Il en est ainsi lorsqu'il s'agit de ménager les ressources indispensables à l'entretien d'une famille, d'assurer de quoi nourrir et élever ses enfants à un père qui est engagé dans des opérations hasardeuses. On l'a compris, dans beaucoup de pays, en reconnaissant la constitution de biens de famille insaisissables et inaliénables. Chez nous, la pratique de l'assurance sur la vie au profit d'un tiers permet de constituer à ce dernier une épargne qui sera soustraite au gage de ses créanciers. La jurisprudence se borne à entrer dans cette voie, lorsqu'elle reconnaît la validité d'une clause d'inaliénabilité établie au profit du gratifié (1).

(1) Bretonneau, *Etude sur les clauses d'inaliénabilité*, thèse, Paris, 1902, p. 178 et s.

Si l'on veut synthétiser les résultats de cette jurisprudence, on arrive aux constatations suivantes :

I. — La clause d'inaliénabilité n'est valable que si elle est temporaire. Cette formule s'impose : les considérations économiques qui conduisent à repousser d'une manière générale l'adoption de la clause dictent cette conclusion. On a prétendu cependant que : « Toutes les raisons qui ont été produites pour établir le caractère illcite de toute clause prohibitive ou restrictive de la faculté d'aliéner ont une valeur intrinsèque tout à fait indépendante de la durée de la prohibition dont il s'agit » (1). Mais une pareille opinion ne semble pas exacte. Toutes les fois qu'il est permis de valider la défense d'aliéner, c'est uniquement dans l'hypothèse où elle est relative et temporaire (2). C'est seulement lorsque la durée de la prohibition est incertaine que la libre disposition de la propriété se trouve détruite, car les biens sont immobilisés pendant toute la vie entre les mains de l'une des parties contractantes ; mais il ne faut pas assimiler une interdiction temporaire, imposée dans un intérêt légitime, à une interdiction d'aliéner absolue et indéfinie qui aurait pour résultat de mettre pendant un long espace de temps les biens hors de la circulation (3).

Les hypothèses d'interdiction temporaire d'aliéner

(1) Huc, *Commentaire pratique* du Code civil, t. VI, n° 85.

(2) Paris, 23 juin 1892, S., 93, 2, 26, D., 92, 2, 379.

(3) Cass., 20 avril 1858, S., 58, 1, 589, D., 58, 1, 154.

peuvent être groupées sous trois chefs : intérêt du disposant, intérêt du gratifié, intérêt de tierces personnes.

Ou bien c'est un donateur qui, se réservant un droit d'usufruit ou de retour, impose l'inaliénabilité durant sa vie pour assurer l'exercice de l'un ou l'autre de ces droits (1).

Ou encore c'est un testateur qui, désireux d'assurer le bénéfice intégral de sa libéralité au légataire, stipule que les biens resteront inaliénables, soit pendant un certain nombre d'années après sa mort, soit jusqu'à la majorité ou au mariage du légataire, soit jusqu'à ce que ce dernier ait atteint un certain âge (2).

Enfin, quelquefois, le donateur ou le testateur s'efforce de garantir le service d'une rente stipulée au profit d'un tiers, comme charge de la donation ou du legs, et interdit au donataire ou au légataire d'aliéner les biens donnés ou légués pendant la vie du tiers intéressé (3).

Toutes ces clauses ont été reconnues valables par la jurisprudence. Toutefois, elle ne donne pas toujours des motifs très sérieux à l'appui de la décision qu'elle prend ; il est certain, par exemple, que les magistrats ne se placent pas à l'abri de toute critique lorsqu'ils valident une

(1) Cass., 27 juillet 1863, S., 63, 1, 465, D., 64, 1, 494 ; 24 avril 1894, D., 95, 1, 91 ; 22 juillet 1896, S., 1900, 1, 28, D., 98, 1, 17.

(2) Cass., 18 avril 1901, S., 01, 1, 240 ; Rouen, 1^{er} février 1902, S., 04, 2, 203 ; Cass., 25 juin 1902, S., 02, 1, 484, D., 04, 1, 357 ; 23 mars 1903, S., 04, 1, 225, D., 03, 1, 337.

(3) Douai, 27 avril 1864, S., 64, 2, 264, D., 64, 2, 89 ; Cass., 24 avril 1894, D., 95, 1, 91.

clause d'inaliénabilité en alléguant « l'intérêt qu'a une mère donatrice à empêcher tout démembrement, de son vivant, du domaine qu'elle avait acquis avec son mari » (1). Il n'est pas douteux qu'il n'y a ici aucun intérêt sérieux et légitime en jeu et que les raisons qui ont conduit à l'adoption de semblables stipulations ne sont qu'un pur caprice, indigne de mériter la bienveillance de la jurisprudence.

Mais, les tribunaux voient une modalité illicite dans l'interdiction d'aliéner stipulée pour toute la vie du gratifié (2). La jurisprudence n'hésite pas à déclarer illicite la prohibition d'aliéner destinée à avoir effet durant la vie du légataire, même lorsque la libéralité a été consentie à titre alimentaire (3).

II. — L'interdiction d'aliéner n'est consacrée par les tribunaux que si elle est motivée par un intérêt sérieux et légitime. Il est certain, en effet, que des exceptions ne peuvent être apportées que pour des raisons très graves au principe général de la libre circulation des biens. Il n'est pas nécessaire, d'ailleurs, que le disposant indique ces motifs dans la clause d'inaliénabilité ; c'est aux tribunaux à rechercher quels ils peuvent être, et à annuler la clause si une justification suffisante n'apparaît pas

(1) Angers, 18 déc. 1878, D., 79, 2, 172.

(2) Bretonneau, p. 71; Rapport de M. le conseiller Barafort, sous Cass., 19 mars 1877, S., 77, 1, 203, D., 79, 1, 455; Cass., 8 nov. 1897, S., 1900, 1, 499, D., 98, 1, 47; 24 janvier 1899, S., 1900, 1, 342, D., 1900, 1, 533; 16 mars 1903, D., 05, 1, 126.

(3) Cf. Paris, 5 avril 1905, D., 05, 2, 225.

clairement. C'est ainsi que la Cour d'Alger a décidé, le 20 janvier 1879, qu'une stipulation qui n'est légitimée par aucune des raisons qui permettent de maintenir quelquefois la prohibition d'aliéner doit être annulée (1). Le principe de la nullité a encore été adopté par la Cour de Paris, le 23 juin 1892, attendu qu'on ne pouvait découvrir dans le testament en litige aucun droit dont le *de cuius* ait voulu garantir l'exercice (2).

La jurisprudence admet comme légitimes et sérieux trois motifs, qui sont : soit l'intérêt du disposant, soit l'intérêt d'un tiers, soit l'intérêt du bénéficiaire.

En premier lieu, l'intérêt du disposant à stipuler l'inaliénabilité des biens qu'il donne a été mis en lumière par un arrêt de la Cour de cassation du 20 avril 1858 : « Aucune loi ne défend au père de famille, qui fait donation de ses biens à ses enfants, de s'en réserver l'usufruit, et, soit dans l'intérêt de son droit comme usufruitier, soit pour assurer l'exercice du droit de retour qui peut un jour lui appartenir, d'imposer à ses enfants la condition de ne pas aliéner ou hypothéquer de son vivant les biens donnés (3).

Il convient, d'ailleurs, de remarquer, suivant la juste observation de M. Planiol, que l'intérêt du disposant en ce qui concerne l'exercice du droit de retour peut être

(1) S., 79, 2, 71, D., 79, 2, 143.

(2) S., 93, 2, 26, D., 92, 2, 319.

(3) Cf. S., 58, 1, 589, D., 58, 1, 154 ; Cass., 22 juillet 1896, S., 1901, 1, 28, D., 98, 1, 17 et note de M. Planiol.

sauvegardé bien plus utilement par une stipulation de retour conventionnel que par une clause d'inaliénabilité. « On pourrait même se demander, écrit l'éminent professeur, si les tribunaux, armés du droit d'interpréter les conventions *potius ut valeant quam ut pereant*, ne seraient pas en droit de décider que la clause d'inaliénabilité (laquelle n'est valable que pour la vie du donateur) n'est autre chose qu'une stipulation de retour conventionnel mal énoncée. Si on avait jugé ainsi en 1842, on eût empêché le développement qu'ont pris depuis lors les clauses d'inaliénabilité ayant pour but de sauvegarder l'usufruit que le donateur se réserve sur les biens donnés » (1).

C'est peut-être encore l'intérêt d'un tiers qui justifie la clause d'inaliénabilité ; par exemple, une personne, donnant ou léguant ses biens à une autre, en réserve l'usufruit total ou partiel à un tiers, ou bien charge le bénéficiaire de payer une rente viagère au tiers (2). En vue de garantir l'exercice des droits dont il s'agit, le disposant stipule que les biens donnés ou légués seront inaliénables jusqu'à l'extinction de l'usufruit ou des rentes léguées.

Mais là encore des moyens plus simples s'offriraient au donateur ou testateur pour assurer le service de la rente viagère ou l'exercice des droits de l'usufruitier :

(1) Note au Dalloz, 1898, 1, 17.

(2) Paris, 9 mars 1900, S., 02, 2, 282, D., 01, 2, 505 ; Douai, 27 avril 64, S., 64, 2, 264, D., 64, 2, 89,

il pourrait obliger le gratifié à consentir au tiers titulaire de la rente viagère une hypothèque destinée à garantir le paiement des arrérages, ou un nantissement de valeur suffisante pour préserver le tiers bénéficiaire contre tout risque d'insolvabilité du donataire ou légataire. Quant au droit d'usufruit constitué au profit d'un tiers, comme il est indépendant de celui du nu-propriétaire, on ne conçoit pas quel risque il pourrait courir ; il y aurait lieu plutôt d'imposer des mesures conservatoires à l'usufruitier, parce que, s'il est un droit qui peut être facilement lésé, c'est plutôt celui du nu-propriétaire (1).

Mais, parmi tous les motifs qui justifient l'inaliénabilité, celui qu'on rencontre le plus souvent dans la pratique est l'intérêt du bénéficiaire : le disposant se propose de garantir le légataire contre des actes de disposition préjudiciables qu'il pourrait être amené à conclure sous l'empire de sa jeunesse et de son inexpérience (2). On peut signaler aussi le désir d'assurer l'existence d'un légataire dénué de ressources ou qui est trop enclin à des actes de prodigalité (3).

Tels sont les motifs sur lesquels la jurisprudence se fonde pour autoriser les clauses d'inaliénabilité quand un intérêt sérieux est en jeu.

(1) Wagner, *op. cit.*, p. 341.

(2) Cass., 18 avril 1904, S., 04, 1, 240 ; 23 mars 1903, S., 04, 1, 225, D., 03, 1, 337 ; Rouen, 5 avril 1905, D., 05, 2, 241, note Planiol.

(3) Cass., 19 mars 1877, S., 77, 1, 203, D., 79, 1, 435 ; 8 nov. 1897, S., 1900, 1, 499, D., 98, 1, 47 ; 16 mars 1903, D., 03, 1, 126 ; Paris, 5 avril 1905, D., 05, 2, 225.

Bien que nous pensions que l'inaliénabilité n'offre aucun rapport avec l'insaisissabilité, et que nous ayons étudié rapidement le développement historique de la jurisprudence sur la première clause uniquement en raison de la coexistence des deux stipulations dans les actes, nous devons reconnaître que, parmi les effets produits par la clause d'inaliénabilité, la jurisprudence admet l'insaisissabilité ; pour elle, la clause d'inaliénabilité s'oppose, non seulement à la vente volontaire par le gratifié, mais encore à l'aliénation résultant d'une saisie opérée par ses créanciers (1).

On sait que les magistrats et les arrétistes justifient généralement cette solution par une argumentation que nous avons déjà analysée et critiquée : le bénéficiaire ne doit pas pouvoir accomplir indirectement, par la voie de l'expropriation, ce que le disposant lui défend de faire directement par le moyen d'une aliénation volontaire. Ce qu'il importe seulement de remarquer à cet égard, c'est que la jurisprudence attache des effets plus importants à la clause d'insaisissabilité, conséquence accessoire et sous-entendue de l'inaliénabilité, qu'à l'insaisissabilité stipulée directement et seule. Il a été décidé notamment qu'un legs déclaré seulement insaisissable n'échappe qu'aux créanciers antérieurs à l'ouverture de la succession (2) ; au contraire, un legs inaliénable ne

(1) Cass., 27 juillet 1863, S., 63, 1, 465, D., 64, 1, 494 ; Rouen, 1^{er} février 1902, S., 04, 2, 203.

(2) Cass., 23 mars 1898, D., 98, 1, 144.

pourrait être saisi par aucun des créanciers du légataire (1). Il est, d'ailleurs, difficile d'expliquer cette singularité de la jurisprudence et de concevoir comment une clause qui n'a pas directement pour but de mettre obstacle à l'action des créanciers peut aboutir, en définitive, à porter à leur gage une dérogation plus complète que celle résultant d'une clause d'insaisissabilité proprement dite.

SECTION II. — De la validité des clauses d'insaisissabilité envisagées en elles-mêmes.

Il ne nous semble pas douteux que ces clauses doivent être considérées comme illicites, soit que l'on se place au point de vue de la personne du gratifié, soit qu'on les apprécie sous le rapport des biens.

D'abord, eu égard au gratifié, la clause ne peut pas se défendre ; elle équivaut à une interdiction, qui lui est faite, de s'obliger sur les biens donnés ; elle constitue, par suite, une véritable incapacité de s'obliger. Or, à cet égard, elle ne peut pas être maintenue, parce qu'elle va directement à l'encontre de l'article 1124. La liste des incapables, dressée par ce texte, ne peut pas être augmentée par la loi.

On pourrait objecter que la clause d'insaisissabilité n'a pas pour résultat d'empêcher toute obligation de se former relativement aux biens, mais seulement de ren-

(1) Rouen, 1^{er} février 1902, précité ; Paris, 9 mars 1903, S , 04, 2, 204.

dre inexécutoires sur certains biens les obligations qui ont été contractées sur l'ensemble du patrimoine ; en conséquence, se référant, non pas à la formation, mais aux effets des obligations, elle n'offre rien d'illicite. — C'est là une erreur complète. En réalité, la clause d'insaisissabilité porte directement atteinte à la capacité civile du donataire ou du légataire, contrairement au principe formel contenu dans les articles 6, 1123 et 1124 du Code civil. La jurisprudence l'a quelquefois remarqué ; c'est ainsi que nous trouvons dans un jugement du tribunal civil de Troyes du 5 juin 1901, rapporté sous Paris, 9 mars 1903 (1), l'appréciation suivante : « Si le légataire, en violant la condition du legs, manque à un devoir élémentaire de conscience, il ne saurait, cependant, se prévaloir de cette clause pour demander aux tribunaux l'annulation des conventions que la loi civile ne lui interdisait pas de contracter ; ... en l'espèce, le testateur ne pouvait évidemment frapper son légataire de l'incapacité même temporaire de contracter des obligations civiles. » Nous devons reconnaître, d'ailleurs, que la jurisprudence est en général opposée à notre opinion, c'est ainsi que la Cour de Rennes, arrêt du 22 mars 1862 (2), déclare « que la clause d'inaliénabilité ne porte pas atteinte davantage à la capacité civile du donataire, qui demeure investi de la plénitude de ses droits civils, et en

(1) *Le Droit* du 2 juillet 1903.

(2) Sous Cass., 27 juillet 1863, S., 63, 1, 465, D., 64, 1, 194.

qui réside désormais le principe de la propriété des biens légués, encore bien qu'il lui soit temporairement interdit de s'en dessaisir ». — Et certains auteurs approuvent cette jurisprudence. Ils distinguent les personnes qui se trouvent protégées par une clause d'insaisissabilité, et les incapables proprement dits, comme le mineur, l'interdit et la femme mariée. Ils disent que, relativement à l'incapacité, la loi se préoccupe avant tout de l'état de la personne, à qui elle ne concède pas la plénitude de ses droits en raison de son âge, de sa faiblesse d'esprit, de la puissance maritale, etc. Le terme d'incapacité est donc lié à la considération de la personne. C'est la même idée, affirme-t-on, qui se retrouve pour justifier l'incapacité partielle des personnes qui ne peuvent passer certaines conventions relatives à certains biens (1). En d'autres termes, l'incapacité affecte la personne, dont elle modifie l'état, tandis que l'inaliénabilité ou l'insaisissabilité se réfèrent principalement à la destination et à l'utilité des biens. Ce qui serait visé alors, ce ne serait pas la capacité de la personne, mais uniquement la disponibilité du bien (2). C'est ainsi qu'en matière de substitution permise, le grevé ne devient pas un incapable, il y a seulement indisponibilité des biens frappés de substitution. On ne peut pas dire davantage que l'obligation, pour un administrateur de société anonyme, de déposer dans la

(1) Art. 1595 à 1597, C. civ.

(2) Cf. Wagner, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1907, p. 324 et s.

caisse sociale un certain nombre d'actions qui restent inaliénables pendant toute la durée de ses fonctions, vienne modifier sa capacité juridique. Enfin, sous le régime dotal, on peut soutenir que, si la femme mariée demeure soumise à la règle générale de l'incapacité qui découle de sa subordination au mari, ses biens se trouvent frappés, en vertu d'une convention spéciale, d'une véritable indisponibilité.

Les auteurs et la jurisprudence qui se prononcent en ce sens aboutissent donc à cette conclusion que la défense d'aliéner n'implique pas une stipulation d'incapacité, et qu'elle ne porte aucune atteinte au principe d'après lequel on ne saurait déroger, par des conventions particulières, aux lois relatives à la capacité, lesquelles sont d'ordre physique.

Quant à nous, nous estimons, au contraire, que, toutes les fois qu'on vient soustraire les biens qui entrent dans le patrimoine d'une personne aux effets des obligations antérieurement assumées par le titulaire de ce patrimoine, on grève la personne d'une véritable incapacité ; on restreint la puissance qu'elle avait de s'obliger ; on diminue son crédit ; il n'y a donc pas à discuter, la clause d'insaisissabilité produit des effets tels qu'elle annule les conséquences des obligations contractées. Quelle différence prétendrait-on donc trouver entre cette situation et celle d'un véritable incapable ?

Maintenant, en ce qui concerne les biens, la situation que leur crée la clause d'insaisissabilité est encore plus

étrange et plus difficile à concevoir. Le gratifié a acquis des biens qui sont entrés définitivement dans son patrimoine, et qui y représentent la même valeur pécuniaire que les éléments d'une autre nature dont ce patrimoine se compose. Cependant, ils diffèrent de toutes les autres valeurs comprises dans le patrimoine en ce sens qu'ils sont affranchis de la règle de l'article 2092 et que, tout en étant la propriété du titulaire, ils ne peuvent lui servir de moyens de crédit ; ses créanciers ne sauraient compter sur ces biens-là pour forcer le débiteur à accomplir un engagement antérieurement contracté.

Ainsi, nous n'admettons pas la validité de la clause d'insaisissabilité lorsqu'elle est formulée en termes absolus et qu'on prétend l'opposer dans sa généralité à tous les créanciers, antérieurs ou postérieurs à l'acte dans lequel elle est insérée. Mais, ordinairement, la clause d'insaisissabilité n'est introduite que pour faire échec aux droits des créanciers antérieurs. Ainsi comprise, la clause devient-elle licite ? Une réponse catégorique n'est pas possible. Et il importe de distinguer entre les actes à titre gratuit et les actes à titre onéreux.

**§ 1. — De l'insaisissabilité stipulée dans les actes
à titre onéreux.**

Il y a des auteurs qui ne doutent nullement de leur validité ; c'est ainsi que, d'après M. Garsonnet, « l'extension aux immeubles de l'article 581, 3^e alinéa, une fois admise, on concédera sans difficulté qu'il n'y a pas de rai-

son pour la restreindre aux objets donnés ou légués et que l'insaisissabilité peut également résulter d'un contrat à titre onéreux, comme une vente, un échange ou une donation avec charge » (1).

Cette opinion ne nous paraît pas devoir être suivie. Il est certain, d'abord, que la clause d'insaisissabilité absolue, opposable même aux créanciers postérieurs, ne saurait être validée dans les actes à titre onéreux pas plus que dans les autres. Les effets qu'elle produit demeurent toujours les mêmes ; l'acquéreur est atteint par une incapacité particulière de s'obliger qui est contraire à l'ordre public. Il y a même plus : la clause présente ici un caractère spécial de gravité, qui doit conduire à en faire prononcer la nullité. On ne peut plus soutenir, comme dans les libéralités, que la clause a été imposée par l'une des parties à l'autre ; que le donataire a préféré subir une charge d'une validité douteuse plutôt que de s'exposer au mécontentement du disposant et à se voir retirer la libéralité. Dans les actes onéreux, une semblable disposition d'esprit n'est de nature à se rencontrer chez aucun des contractants : l'un n'est pas dominé par l'autre ; ou, tout au moins, il ne subit pas la volonté de l'autre partie d'une manière telle que sa liberté et son indépendance soient atteintes. Le vendeur et l'acquéreur sont placés sur un pied à peu près parfait d'égalité ; l'acquéreur est mis à même de discuter toutes les clauses de la vente,

(1) *Cours de procédure civile*, t. II, § 546.

donc celle qui est relative à l'insaisissabilité. S'il s'est rendu incapable de s'obliger, c'est parce qu'il a librement consenti d'accepter les conséquences de la clause dont il s'agit ; il a aliéné ainsi une faculté essentiellement personnelle. De plus, il y a renoncé dans un but lucratif ; ce qui constitue un acte illicite au premier chef, puisque la faculté de s'obliger n'est pas dans le commerce. Ainsi, la clause d'insaisissabilité absolue, c'est-à-dire celle que l'on prétendrait opposer aux créanciers antérieurs comme postérieurs à l'acte qui la contient, doit être destituée de toute efficacité.

Il s'agit maintenant de savoir si l'insaisissabilité relative ne doit pas compter tout au moins vis-à-vis des créanciers antérieurs. Nous croyons encore que la négative doit être admise. Toutes les fois qu'on enlève au gage général des créanciers des biens qui ont été acquis à titre onéreux, c'est-à-dire par le résultat du travail de leur débiteur, on leur cause un préjudice manifeste. C'est un principe, à peu près unanimement accepté aujourd'hui, que le produit du travail de l'individu doit être consacré avant tout à désintéresser ses créanciers. La vie des affaires repose tout entière sur cette vérité. Dans le commerce, par exemple, le crédit n'existe que parce que ceux qui le consentent savent que, d'ici à l'époque de l'échéance, le débiteur aura pu se ménager les ressources suffisantes par le gain que lui aura procuré la continuité de ses efforts. Si les créanciers voient échapper à leur action les biens que le débiteur se sera pro-

curés avec son travail, ils seront légitimement déçus et se trouveront, contre toute justice, privés de la sanction sur laquelle ils comptaient. Les richesses qu'un individu acquiert à titre onéreux n'entrent, en effet, dans son patrimoine qu'en échange des richesses d'une autre nature dont le titulaire de ce patrimoine désire se débarrasser. Or, il serait inexact de prétendre que les créanciers n'ont pas pu compter, pour se faire payer, sur les biens que le débiteur a acquis postérieurement à son engagement. Ils se sont attachés, pour lui consentir crédit, à la valeur pécuniaire des divers éléments de son patrimoine ; ils n'ont pas considéré les biens en eux-mêmes, mais seulement la valeur pécuniaire qu'ils représentaient. Par conséquent, le débiteur n'a pu conserver la libre disposition de ses biens, vis-à-vis d'eux, qu'à la condition de remplacer tout élément sorti de son patrimoine par une richesse d'une valeur équivalente. Et, si celle-ci ne réunit pas, en tant que valeur de gage, les qualités que présentait celle à laquelle elle est venue se substituer, il devient exact de soutenir que les créanciers subissent une lésion, puisque leur gage est diminué de toute la valeur qui, jusque-là, servait de garantie à leur créance.

D'ailleurs, comment admettre que l'aliénateur soit qualifié à prétendre régler dans le patrimoine de son ayant cause le sort du bien qu'il lui transmet ? Ce n'est plus un donateur ni un testateur, il n'a nullement gratifié le débiteur ; et il n'aurait le droit de prétendre exercer un

certain contrôle sur le patrimoine de ce dernier que s'il n'avait rien réclamé en échange de la valeur qu'il y a introduite. Du moment qu'il a reçu une contre-prestation qui vient balancer celle qu'il a fournie, aucune maîtrise ne lui appartient plus sur les biens de son co-contratant. Une question d'intérêt personnel peut seule être en jeu ; mais elle ne saurait entrer en compte, en face des droits légitimes des créanciers.

Si l'on validait la clause d'insaisissabilité dans les actes à titre onéreux, on porterait un coup mortel aux affaires ; les transactions se ralentiraient ; on hésiterait à traiter, en présence de débiteurs qui, le jour de l'exécution du contrat, manqueraient à leur parole en même temps que leurs biens échapperaient à toute poursuite. Ce serait fournir aux hommes un moyen commode de se soustraire à la responsabilité des engagements assumés par eux, et créer des privilèges injustifiés dans une société où la grande majorité des citoyens vivent de leur travail. On encouragerait ainsi les actes de mauvaise foi ; les individus qui voudraient se jouer de leur parole et du public échangeraient les biens qu'ils possèdent contre d'autres, en faisant stipuler dans l'acte d'achat l'insaisissabilité de ces derniers ; et ils vivraient désormais dans la tranquillité et dans l'aisance, à l'abri du recours de ceux qui leur auraient accordé confiance.

La condition des créanciers chirographaires deviendrait ainsi intolérable. Leur titre n'aurait plus de valeur ;

d'autre part, le manquement de leur débiteur à sa parole les placerait peut-être eux-mêmes dans l'impossibilité d'exécuter leurs propres engagements. Il n'y aurait que les créanciers munis de sûretés réelles qui, en raison du droit de suite garantissant leurs créances, ne se soucieraient pas des clauses d'insaisissabilité. Ainsi, il n'est pas contestable que le danger de semblables clauses est d'encourager la mauvaise foi et, par suite, de détruire le crédit.

On objectera, sans doute, que les créanciers possèdent la ressource de l'action Paulienne (art. 1167) et qu'ainsi ils peuvent obtenir la rescision de tous les actes que le débiteur a passés en fraude de leur droit. Mais on sait combien l'exercice de l'action Paulienne est délicat et qu'il se heurte à d'incessantes difficultés. Il se peut, d'abord, que l'acceptation, par le débiteur, de la clause d'insaisissabilité ne constitue pas un acte d'appauvrissement tombant sous le coup de l'article 1167. En fait, malgré l'acceptation de cette clause, la propriété n'en est pas moins passée sur la tête du débiteur, et comment pourrait-on prétendre qu'il s'est appauvri, puisqu'au contraire son patrimoine s'est augmenté, les biens acquis figurant désormais parmi les éléments de sa fortune personnelle ? L'action Paulienne demeure donc inopérante contre l'acceptation de la clause dont il s'agit ; et tout l'effort des créanciers doit se concentrer vers l'autre phase de l'opération, par laquelle il a substitué à des biens saisissables d'autres valeurs qui échappent à l'action de ceux envers qui il s'est obligé.

Considérée sous ce rapport, l'opération équivaut indiscutablement à un appauvrissement, à raison de l'aliénation consentie ; elle devient passible, dès lors, de l'application de l'article 1167. Mais il s'agit d'un acte à titre onéreux, et le créancier est exposé, en conséquence, à toutes les difficultés de la preuve en pareille circonstance ; il doit établir la mauvaise foi non seulement de son débiteur, mais encore du tiers qui a traité avec lui, en d'autres termes démontrer le concert frauduleux des deux parties. C'est là une tâche difficile, qui aura pour résultat de paralyser les moyens d'action dont disposent les créanciers.

Sous un régime où de semblables clauses seraient admises comme parfaitement licites, la vie des affaires ne serait qu'une suite incessante de troubles et de conflits ; les créanciers devraient surveiller avec attention la gestion exercée sur son patrimoine par leur débiteur ; il faudrait qu'ils soient continuellement aux aguets, pour éviter des aliénations frauduleuses et préjudiciables, qui substitueraient à des éléments certains de leur gage d'autres valeurs insusceptibles d'y rentrer. Sous le coup de cette surveillance continue, le débiteur lui-même verrait sa condition singulièrement aggravée ; traité en suspect, il ne posséderait plus dans sa plénitude les prérogatives que confère la propriété. Il hésiterait à transmettre ses biens, en face de la méfiance dont il serait l'objet. Or, dans une société où les rapports entre créanciers et débiteurs deviennent difficiles, le crédit est compromis, les transactions se ralentissent, attendu que l'on

renonce à toutes celles où, contre l'abandon d'une prestation, on ne reçoit pas un équivalent immédiat. La prospérité économique de la nation tout entière risquerait donc d'être atteinte par une législation qui pousserait ainsi à l'extrême le respect du principe de la liberté des conventions. Toute clause d'insaisissabilité stipulée dans l'intérêt du débiteur doit, par suite, être absolument condamnée comme contraire à l'intérêt général.

Mais faut-il maintenir cette solution au cas où l'insaisissabilité a été stipulée, non pas en faveur d'un acquéreur grevé de dettes, mais, au contraire, au profit de l'autre partie, de l'aliénateur ? Il nous paraît inutile de résoudre la question, car elle ne présente qu'un intérêt théorique et n'est pas susceptible de se rencontrer dans la pratique. Assurément, en matière d'inaliénabilité, il y a des hypothèses où le disposant trouve un profit certain à rendre les biens inaliénables en sa faveur. Mais, pour l'insaisissabilité, il en est autrement et on ne trouve pas facilement d'hypothèse où l'insaisissabilité, stipulée toute seule et à l'exclusion de l'inaliénabilité, présenterait quelques avantages sérieux pour le tiers aliénateur. On a cité, il est vrai, le cas du vendeur sous faculté de rachat, qui, dans l'opinion générale, ne possède pas le privilège du vendeur d'immeuble et qui serait désireux de rendre insaisissable le bien qu'il a remis à l'acquéreur vis-à-vis des créanciers de ce dernier. Il éviterait ainsi le concours des créanciers de l'acquéreur sur le bien dont il s'agit et il exercerait un droit de préférence

en vue de se faire payer. Mais une clause d'insaisissabilité stipulée dans ces circonstances serait radicalement nulle, comme ne tendant rien moins qu'à conférer un privilège sans texte au stipulant, contrairement aux règles les plus formelles de notre droit hypothécaire.

Concluons donc sur ce point en constatant que les clauses d'insaisissabilité ne sont utiles qu'au débiteur, en lui permettant d'échapper frauduleusement à l'action de ses créanciers. Elles doivent donc être prescrites par une législation soucieuse de l'observation du crédit. On peut, d'ailleurs, corroborer ces arguments d'ordre économique par un texte formel, l'article 1981, qui dispose expressément que les rentes viagères ne peuvent être déclarées insaisissables que si elles sont constituées à titre gratuit. Cette disposition est à généraliser (1).

§ 2. — De l'insaisissabilité dans les actes à titre gratuit.

Il arrive fréquemment qu'une personne, en consentant une donation à une autre, déclare les biens donnés insaisissables à l'égard des créanciers antérieurs. Généralement même, la clause n'a pas cette portée restreinte; elle est conçue en termes absolus et elle stipule l'insaisissabilité des biens donnés sans aucune réserve. La question est alors uniquement de savoir si la clause dont il s'agit est investie d'une force obligatoire à l'encontre des créanciers antérieurs à la libéralité.

(1) Cf. Rennes, 25 juillet 1840, D. A., *verbo* *Marriage*, n° 706.

Contre cette solution, on pourrait objecter que l'article 2092 interdit de restreindre le gage des créanciers à certains biens déterminés, et l'insaisissabilité relative, en soustrayant aux poursuites des créanciers antérieurs les biens compris dans la donation ou le legs, vient contredire la règle de ce texte et porter un grave échec aux droits des créanciers. Seulement, la question est précisément de rechercher s'il y a vraiment ici dérogation aux droits des créanciers : il s'agit de biens qui sont entrés dans le patrimoine du débiteur par une cause exceptionnelle ; ils ne sont pas le résultat des produits de son travail, ils constituent un véritable don de fortune. Enfin, ce n'est pas à l'action de tous les créanciers qu'ils sont dérobés, ils échappent seulement aux créanciers antérieurs à la libéralité. Aussi doit-on conclure, sans difficulté, qu'une clause d'insaisissabilité intervenue dans ces conditions n'a rien de contraire aux principes et doit être respectée. D'abord, les créanciers antérieurs n'ont pas pu compter sur les biens compris dans la libéralité dont a bénéficié leur débiteur, puisque, à l'époque où leur créance est née, ces biens ne figuraient pas dans le patrimoine de leur ayant cause. Peu importe même qu'ils aient envisagé comme élément de crédit l'éventualité pour leur débiteur d'être appelé à recueillir par la suite une succession opulente, une donation ou un legs considérable. C'étaient là de simples probabilités qui pouvaient ne pas se réaliser. D'ailleurs, l'article 581 du Code de procédure permet à un donateur ou à un testa-

teur de déclarer insaisissables les objets par lui donnés ou légués, et l'article 582 ajoute que les objets dont il s'agit pourront être saisis par des créanciers postérieurs à la donation ou à l'ouverture du legs ; c'est donc que les créanciers antérieurs ne possèdent aucun droit sur ces biens.

En réalité, ils ne subissent aucun préjudice, parce que la clause d'insaisissabilité ne les atteint ni dans leurs droits, ni même dans leurs espérances légitimes. Les créanciers ne peuvent pas normalement compter sur les libéralités qui pourront advenir à leur débiteur pour obtenir leur paiement. Ils ne perdent, d'ailleurs, sur ces biens-là, que le droit de saisie et de vente forcée ; et ils conservent, même sur les biens compris dans la clause, les droits que leur confèrent les articles 1166 et 1167 du Code civil. Ils ont la faculté de veiller à leur conservation : ils sont autorisés à surveiller la conduite de leur débiteur relativement à ses biens et à empêcher que ceux-ci ne soient frauduleusement dissipés (1). Ajoutons que, dans notre théorie où l'insaisissabilité engendre une véritable incapacité *sui generis* chez celui qui bénéficie de cette clause, l'incapacité qui s'oppose aux seuls créanciers antérieurs ne saurait être déclarée illicite, parce qu'elle n'entraîne pas chez le gratifié l'impossibilité de s'obliger. Pour l'avenir, il demeure libre de contracter des engagements exécutoires sur ces biens-là

(1) Cf. Aubry et Rau, t. VII, p. 297, § 562, note 40.

comme sur les autres éléments de son patrimoine. Il n'y a donc pas restriction d'une faculté inhérente à la liberté humaine, et création d'une incapacité que ne justifierait aucune disposition légale. Les biens donnés ou légués sous cette condition ne forment une catégorie à part dans le patrimoine qu'au regard des créanciers antérieurs à l'acte ; mais, quant à ceux dont les créances naîtront postérieurement, ils pourront contraindre leur débiteur à exécuter ses engagements sur tous les éléments de son patrimoine.

Enfin, il faut ajouter que l'auteur de la clause qui a disposé au profit du débiteur sans rien recevoir en échange, avait, dans cette mesure, la faculté de régler la condition du bien donné. Il a accentué l'énergie de sa disposition au point de préférer son donataire aux créanciers de ce dernier. Il s'est borné, par là, à exercer dans sa plénitude son droit de propriété.

Cependant, cette opinion n'est pas unanimement acceptée, elle a soulevé notamment l'opposition de Demolombe : « Peut-on se rendre compte exactement, écrit-il, d'une préférence semblable ; il n'y a pas ici deux personnes, dont l'une serait appelée et l'autre exclue. Il n'y a qu'une seule et même personne, savoir : le donataire. Les créanciers ! ils ne sont que ses ayants cause ; ils n'ont pas de personnalité distincte de la sienne. Si vous avez rendu le débiteur propriétaire d'une chose et si le débiteur, devenu maître, peut l'aliéner de la manière la plus absolue, la conséquence nécessaire, c'est que ses

créanciers, qui le représentent, qui sont censés être le débiteur lui-même, peuvent de son chef et en son nom faire saisir et vendre la chose, c'est la conséquence nécessaire du droit acquis au débiteur lui-même » (1).

Mais cette argumentation repose sur des considérations inexactes : elle interprète à sa manière l'article 2092 ; elle explique par un mandat, que le débiteur conférerait à ses créanciers, le droit appartenant à ceux-ci de faire saisir et vendre ; or, l'article 2092 ne repose pas sur un fondement conventionnel : ce n'est pas en vertu d'un mandat ; c'est de la loi seule que les créanciers tiennent le pouvoir de faire saisir et vendre les biens de leur débiteur. On ne s'expliquerait pas, d'ailleurs, la formation d'un pareil mandat, que le débiteur ne songeait évidemment pas à donner à ses créanciers lorsqu'il s'est engagé, car il se croyait en mesure de faire honneur à sa parole à l'échéance. D'ailleurs, Demolombe prétend que le droit du gratifié est une propriété pure et simple. L'éminent auteur oublie que précisément les biens ne lui sont parvenus que grevés d'une clause d'insaisissabilité, et, si le gratifié peut librement aliéner, il ne peut pas librement permettre que les biens donnés soient l'objet d'une saisie de la part de ses créanciers ; comme nous l'avons vu, la plénitude du droit d'aliéner n'entraîne pas nécessairement la faculté de laisser saisir et vendre. Il exerce sur les biens donnés une maîtrise complète, sauf

(1) *Cours de code civil*, t. XVIII, n° 311.

cependant à l'égard des créanciers antérieurs à la libéralité, qui manquent de voie de contrainte sur les biens dont il s'agit. Ceux-ci ne sont donc pas qualifiés à prétendre que leur débiteur a pu les investir d'un droit qu'il ne possédait pas lui-même, puisque la clause d'insaisissabilité est venue le lui enlever. La jurisprudence est d'ailleurs constante en ce sens (1). La jurisprudence justifie même la validité de la clause d'insaisissabilité, en tant qu'il s'agit des créanciers antérieurs, avec plus de vigueur que ne le font les auteurs. C'est ainsi que, pour M. Garsonnet, si la clause doit être regardée comme valable, c'est qu'elle n'engendre chez le gratifié aucune incapacité de s'obliger (2).

La jurisprudence donne beaucoup plus de motifs en faveur de la validité de la clause ; elle décide que c'est dans sa qualité de propriétaire que le disposant puise le pouvoir de rendre les biens donnés insaisissables à l'égard des créanciers antérieurs du gratifié. Sans doute, l'article 581, 3^e alinéa, du Code de procédure ne prévoit que les meubles, mais il n'a pas un caractère limitatif : le propriétaire possède sur ses immeubles, comme sur ses meubles, les droits les plus étendus ; il a donc le pouvoir d'attribuer ses biens à qui il veut. La Cour de cassation n'hésite pas à déclarer que la clause d'insaisissabilité ainsi restreinte « est la manifestation légitime du droit

(1) Toulouse, 4 mars 1867, S., 67, 2, 351.

(2) *Cours de procédure*, t. II, p. 546.

de disposition qui appartient à tout propriétaire » (1). La Cour de Toulouse décide aussi que la clause dont il s'agit est autorisée par l'article 544. Dans un arrêt du 20 août 1850, la Cour de Caen affirme que l'article 581 du Code de procédure n'a nullement un caractère restrictif. « Attendu que l'article 581 ne constitue pas une disposition exceptionnelle, qu'il n'existe aucun motif spécial de l'appliquer à une nature de biens plutôt qu'à une autre ; que, dès lors, il doit être appliqué aux immeubles comme aux meubles, parce qu'il n'est que la consécration d'un principe de droit commun » (1).

Les motifs fournis par cette jurisprudence démontrent que la clause d'insaisissabilité doit être reconnue valable, sans qu'il soit nécessaire de prendre en considération la personne du gratifié. Peu importe l'attitude qu'il a prise dans l'acte ; qu'il soit de bonne ou mauvaise foi vis-à-vis de ses créanciers, la clause doit être maintenue. Sa bonne foi, d'ailleurs, est parfaitement possible ; sans doute, il a accepté une libéralité sur laquelle ses créanciers étaient destitués de tout moyen de contrainte ; mais, en agissant ainsi, il n'a accompli aucun acte contraire à l'honneur. Il s'est borné à préférer son intérêt personnel à celui de ses créanciers, et il n'y a rien là de répréhensible. Il faut même aller plus loin ; malgré la circonstance que le débiteur aurait accepté la libéralité dans un

(1) Cass., 20 décembre 1864, S., 65, 1, 9.

(2) S., 1852, 2, 344.

esprit de fraude, satisfait d'acquérir des biens sur lesquels ses engagements antérieurs ne pourraient être exécutés, les créanciers ne sauraient être admis à faire rescinder l'acte. Il ne suffit pas, en effet, qu'un débiteur ait agi par fraude pour que l'action Paulienne puisse s'exercer ; il est nécessaire, en outre, que les créanciers subissent un préjudice. Or, ici, ils n'en éprouvent aucun. Le disposant était libre d'assurer le bénéfice exclusif de sa libéralité au gratifié ; si l'on critiquait l'insaisissabilité attribuée par lui aux biens donnés, on lui dénierait par là même l'exercice normal de son droit de propriété. Il ne faut donc pas, comme la jurisprudence belge, condamner les clauses d'insaisissabilité apposées à un legs ou à une donation d'immeuble. La jurisprudence française a raison d'accepter leur licéité, à la condition, toutefois, qu'elles ne viennent protéger le débiteur que contre les poursuites des créanciers antérieurs en date à la libéralité. D'ailleurs, si on prétendait conférer à ces clauses un effet absolu et les rendre opposables à tous les créanciers sans distinction, elles seraient simplement dénuées d'effets à l'égard des créanciers postérieurs à l'acte contenant la libéralité.

SECTION III. — Effets des clauses d'insaisissabilité.

On se pose à cet égard une double question : on se demande, en premier lieu, si la clause a l'effet d'exempter de la saisie les produits des biens déclarés insaisis-

sables. En outre, on s'inquiète du point de savoir si la clause d'insaisissabilité protège les biens contre toute obligation, quelle que soit la cause qui l'a engendrée.

Sur le premier point il n'est pas nécessaire d'insister longuement : l'insaisissabilité stipulée couvre à la fois le capital et le revenu. Donner une décision contraire, ce serait aller contre l'intérêt même du gratifié. La clause a généralement été conçue dans le but d'assurer l'existence d'une personne que son insolvabilité place dans une situation particulièrement digne de pitié. Or, que ferait-elle du capital qui lui a été légué ou donné, si elle n'a pas le moyen de le faire fructifier, d'en tirer des revenus ? Une saisie possible sur les produits ou les revenus du bien aurait pour résultat d'enlever à la clause une de ses principales utilités, puisque, au fur et à mesure de leur apparition, les fruits de la chose donnée ou léguée échapperaient au gratifié et ne pourraient être affectés à sa subsistance.

Il est plus délicat de déterminer les effets de l'autre clause à l'égard des divers créanciers du débiteur. S'il était possible au disposant d'enlever le bien au gage de tous les créanciers du gratifié, quels qu'ils soient, on aboutirait à une véritable injustice. Dans une société quelconque, il faut que les droits des créanciers soient satisfaits, sinon il n'y aurait plus de rapports juridiques possibles et les intérêts les plus légitimes seraient compromis. On serait en présence d'un véritable abus du droit de propriété, susceptible d'engendrer un grave pré-

judice, à raison de la direction anormale dans laquelle il aurait été engagé. Il est donc impossible au disposant d'entrer en conflit avec la loi ou avec l'ordre public.

Par conséquent, il est hors de doute que la clause d'insaisissabilité n'est pas assez puissante pour soustraire les biens donnés aux obligations d'un délit ou même d'un quasi-délit. La solution contraire aurait pour résultat de permettre à l'auteur de la clause de méconnaître les règles les plus formelles de notre Code pénal ; ce serait une entrave apportée à l'action de la justice et la société se trouverait atteinte dans un de ses intérêts les plus légitimes, dans le droit à sa conservation. La volonté des particuliers ne peut éluder indirectement les conséquences des commandements portés par la loi pénale. Par suite, les amendes, les dommages-intérêts ou les réparations civiles dus en raison de délits ou de quasi-délits commis avant ou après la libéralité, pourront être recouvrés sur tout le patrimoine du délinquant sans en excepter les biens qui avaient été l'objet d'une clause d'insaisissabilité.

Nous étendons cette solution même aux dommages-intérêts. A la vérité, le respect de la clause n'aurait plus alors pour résultat de violer une loi d'ordre pénal, mais il faut avoir égard à la situation des créanciers d'une dette délictuelle ou quasi-délictuelle. Ils n'ont pu, à l'exemple des créanciers contractuels, se renseigner sur l'état du patrimoine de leur débiteur, rechercher si certains de ces biens n'échappaient pas à leur gage. Par

conséquent, ne pouvant se mettre à l'abri d'un risque de perte, et ayant droit à la complète réparation d'un dommage qui leur a été injustement causé, ils sont absolument fondés à méconnaître toute clause d'insaisissabilité dont se prévaudrait l'auteur de l'infraction pour s'affranchir des réparations civiles auxquelles il a été condamné.

Maintenant, sur le terrain des obligations purement contractuelles, il est certain que la clause d'insaisissabilité a une portée beaucoup plus large, soit quant aux personnes, soit quant aux biens.

Elle est opposable sans aucune difficulté aux créanciers chirographaires, alors même que leur créance serait échue au moment où le bien insaisissable est entré dans le patrimoine de leur débiteur. Les créanciers munis d'une hypothèque conventionnelle doivent également respecter la clause ; leur situation ne leur confère pas un privilège sur l'ensemble du patrimoine ; l'auteur de la clause ignorait leur existence et était le maître de préférer le gratifié à tous les créanciers sans distinguer entre ceux qui profitent d'une hypothèque et les créanciers purement chirographaires. Leur hypothèque ne leur assure d'ailleurs un droit réel que sur l'immeuble qui en est atteint.

En ce qui concerne, toutefois, l'hypothèque judiciaire et l'hypothèque légale, nous pensons qu'en raison de leur généralité, leur effet ne saurait être restreint par une clause d'insaisissabilité relative à certains immeu-

bles du débiteur. En effet, d'une part, l'article 2123 porte formellement que l'hypothèque judiciaire pourra s'exercer sur les immeubles à venir comme sur les biens actuels du débiteur. La généralité de ce texte semble indiquer qu'il ne comporte de dérogations que si celles-ci sont admises par le créancier. Mais le disposant ne saurait, par un acte de sa seule volonté, soustraire certains biens du débiteur à l'hypothèque judiciaire et par là peut-être compromettre éventuellement les droits d'un créancier qui a obtenu une condamnation montant à un chiffre élevé. Cette solution s'applique *a fortiori* à l'hypothèque légale, laquelle présente un caractère d'ordre public, puisqu'elle garantit des intérêts non seulement pécuniaires, mais encore d'ordre moral. Elle constitue une garantie efficace de la protection des incapables. Elle représente une véritable obligation, une charge pour le mari ou pour le tuteur ; or, ceux-ci ne peuvent être affranchis par la volonté d'un tiers d'une sanction qui assure efficacement la réalité de leur responsabilité.

Nous croyons que la clause d'insaisissabilité serait également inopposable aux créanciers privilégiés, par le motif que le privilège, tenant à la qualité de la créance, est fondé sur des considérations d'ordre public ; la volonté des particuliers est par suite impuissante à en méconnaître l'importance.

SECTION IV.— De la sanction des clauses d'insaisissabilité licites.

Cette sanction consiste dans la nullité de la saisie. L'action en nullité suffira, d'ailleurs, à réaliser le résultat voulu par le disposant.

Seulement, parmi les questions que soulève la sanction de la clause, l'une des plus discutées est celle de savoir qui peut intenter l'action en nullité. Nous pensons, quant à nous, que cette nullité ne peut être provoquée que par ceux au profit de qui la clause a été insérée et par les ayants cause de ces personnes. Mais nul autre n'est qualifié pour agir.

En conséquence, la nullité de la saisie pourrait être demandée en premier lieu, par le disposant, si la clause peut être considérée comme ayant été insérée en sa faveur ou en faveur d'un tiers. C'est l'application pure et simple de l'article 954 du Code civil, qui admet la révocation des donations pour cause d'inexécution des conditions. Il semble que, si la clause a été stipulée dans le seul intérêt du disposant ou d'un tiers, le disposant ou le tiers peuvent seuls demander la nullité de toute aliénation sur saisie qui aurait eu lieu au mépris de cette clause.

En second lieu, le gratifié lui-même ou ses représentants sont fondés à agir en nullité de la saisie indûment

opérée (1). On ne doit pas objecter qu'il n'est pas qualifié pour intenter l'action en nullité, attendu qu'il ne saurait se prévaloir de l'inexécution d'une charge qui lui a été imposée et prétendre que l'article 954 ne le concerne pas. L'objection doit être écartée, car l'insaisissabilité relative a pour conséquence de soustraire les biens compris dans la libéralité au droit de poursuite des créanciers antérieurs à l'acte, de sorte que le gratifié, en introduisant une action en nullité, ne la fonde pas sur l'inexécution des charges stipulées ; il se borne à faire valoir que, en procédant à une saisie, les créanciers étaient dépourvus d'un titre valable ; en effet, si l'acte constitutif de leur créance pouvait produire exécution contre le patrimoine de leur débiteur dans l'état où il se trouvait lors de la formation de l'engagement, il demeure complètement destitué d'effet à l'égard des biens du patrimoine qui ont été l'objet d'une libéralité accompagnée de cette clause.

Remarquons, toutefois, que le gratifié ne pourra pas en toute hypothèse invoquer la nullité d'une saisie pratiquée sur les biens donnés. En effet, si, ne satisfaisant pas à ses engagements, il est l'objet de poursuites de la part de créanciers postérieurs à la libéralité, et que les biens soient insuffisants à les désintéresser, il n'aura plus la ressource de critiquer la saisie qui serait dirigée en même temps par des créanciers antérieurs sur les biens donnés ; son opposition ne serait plus justifiée, attendu que la simultanéité des voies d'exécution diri-

(1) Comp. note de M. Planiol, Cass., 23 mars 1903, S., 04, 1, 225.

gées contre lui démontre son état d'insolvabilité et atteste l'impossibilité où il se trouve de faire honneur à ses engagements. En définitive, sa situation est tellement obérée que les poursuites absorberont, et au delà, tout son patrimoine et qu'aucun des biens qu'il possède, pas plus ceux qui lui ont été donnés que les autres, ne pourront rester entre ses mains. En conséquence, si on admettait le bénéficiaire de la libéralité à attaquer la saisie opérée dans de telles conditions par les créanciers antérieurs, on lui donnerait le droit d'établir une cause de préférence au profit de ses créanciers postérieurs seuls. Or, tel n'a pas été le but du disposant, qui a voulu uniquement que les créanciers antérieurs soient primés par le gratifié, de manière à ce que celui-ci recueille exclusivement le bénéfice et l'avantage de la libéralité ; mais le donateur ou le testateur ne se proposait nullement de favoriser une catégorie des créanciers du gratifié au détriment des autres ; et, comme il n'y a pas de privilège sans texte, il est impossible de méconnaître que la saisie pratiquée dans de semblables circonstances demeure valable.

Dans une autre hypothèse, le disposant n'aurait pas à intervenir, malgré la saisie indûment opérée. Il en serait ainsi, si le gratifié, informé de l'exercice de cette voie d'exécution, recourait immédiatement à une opposition à la saisie ; car, en agissant de cette manière, le donataire ou le légataire se préoccupe d'assurer, dans la me-

sure de son pouvoir, l'exécution de la clause imposée par le disposant et qui lui commande de ne pas encourir une saisie. En sorte que l'action du disposant s'exerce dans une certaine mesure subsidiairement à celle du gratifié.

CONCLUSION

D'une manière générale, le débiteur est suffisamment protégé par notre droit pour que les clauses d'insaisissabilité puissent mériter la faveur du législateur. La loi a réglementé le taux de l'intérêt, a autorisé la concession de délais de grâce en faveur du débiteur, tout au moins en matière civile ; elle prend manifestement en mains l'intérêt du débiteur de préférence à celui du créancier ; elle va même jusqu'à soustraire certains biens au gage de celui-ci. Dans ces conditions, il importe de ne pas se prononcer en faveur du développement indéfini des clauses d'insaisissabilité. Elles seraient contraires, d'ailleurs, à l'intérêt du débiteur lui-même, car l'homme qui est enserré dans des protections et des prohibitions de tout genre ne trouve plus aucun crédit et peut être réduit à une condition misérable, si les biens dont la conservation est ainsi assurée dans son patrimoine ne sont pas susceptibles de lui procurer des revenus. Enfin on peut ajouter qu'il importe, dans une société où le produit du travail de chacun forme la part la plus considé-

nable des richesses de la nation, de développer le sentiment de la responsabilité, de rappeler à chacun que « la vie est une mêlée où les intérêts, légitimes ou non, s'entrecroisent et se heurtent sans répit ; ... c'est au prix de la lutte et par un jeu de contrastes que chacun conquiert son individualité » (1). Par conséquent, c'est partir d'une fausse notion de la responsabilité contractuelle que d'autoriser des clauses de nature à garantir à certains citoyens un refuge inviolable contre l'action de leurs créanciers. Les rapports juridiques ne peuvent se développer avec sécurité que si les droits qui en naissent ont toute liberté de réalisation et ne sont pas comprimés quant à leur exécution par des clauses qui viennent restreindre les moyens d'action du créancier. Le créancier qui cherche à réaliser sa créance use d'un droit incontestable ; pourquoi donc viendrait-on limiter les moyens dont il dispose pour obtenir le recouvrement de ce qui lui est dû ? L'abus des garanties conventionnelles contre les saisies ne doit pas être autorisé sans des motifs plausibles et légitimes ; sinon, le législateur permettrait contre toute justice la violation des droits les plus respectables : ceux des créanciers. Le dogme de la responsabilité exige que chacun s'exerce à se rompre de mieux en mieux à l'incessante lutte vitale et cherche à se protéger lui-même, par son travail ou ses aptitudes, contre les

(1) Josserand, *De l'abus des droits*, 1905, p. 2. Cf. Emmanuel Lévy, *Responsabilité et contrat* (*Revue critique*, 1899, p. 361).

risques menaçant son patrimoine. Mais toute clause ayant pour objet de garantir l'individu contre les conséquences d'actes librement consentis tend à diminuer sa responsabilité contractuelle et présente, par suite, un caractère irrégulier et antisocial.

Vu :

Le Doyen,

LYON-CAEN.

Vu :

Le Président de la Thèse,

AMBROISE COLIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

BRETONNEAU. — *Etude sur les clauses d'inaliénabilité*. Thèse, Paris, 1902.

PLANIOL. — *Traité de droit civil*, t. I, nos 1046 et suivants.

LAURENT. — *Principe de droit civil français*, t. XI, nos 460 à 470.

BARTIN. — *Théorie des conditions impossibles, illicites ou contraires aux mœurs*, 1887.

WAGNER. — *La clause d'inaliénabilité dans les donations et les legs* (*Revue de droit civil*, 1907, p. 34 et suivantes).

CHÉRON. — *La jurisprudence sur les clauses d'inaliénabilité* (*Revue de droit civil*, 1906, p. 339 et suivantes).

DEREUX. — *De l'interprétation des actes juridiques privés*. Thèse, Paris, 1905.

FOURRIER. — *Des prohibitions d'aliéner dans les actes à titre gratuit et dans les contrats à titre onéreux*. Thèse, Paris, 1900.

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER.
